

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RÉCENTS PROJETS DE RÉFORME
EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 28 octobre 1908 à 10 heures.

PAR

Jean OSSOLA

Président : M. TISSIER.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
WAHL, agrégé.*

PARIS
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555816_0018

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LES
RÉCENTS PROJETS DE RÉFORME
EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 28 octobre 1908 à 10 heures.

PAR

Jean OSSOLA



Président : M. TISSIER.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
WAHL, agrégé.*

PARIS
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1908

BIBLIOGRAPHIE

- Ajam.** — Projet de loi et exposé des motifs, 1907. Article *Revue politique et parlementaire*, 1908.
- Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire*, 1907.1.277.
- Bérard** (Léon). — Du caractère personnel de certains droits et notamment du droit d'auteur, thèse.
- Chenu** (Charles). — De la propriété littéraire en droit français, thèse, 1881.
- Dalloz.** — Jurisprudence générale ; traité de la propriété littéraire et artistique, 1837.
- Darras.** — *Le Droit d'auteur*, 1891.
- Delalain et Lyon-Caen.** — La propriété littéraire et artistique, 1889.
- Eisenmann** (Ernest). — Le contrat d'édition, 1894.
- Colin** (Ambroise). — Dalloz, *Recueil général*, 1903, 2^e partie, p.I et suiv.
- Clères** (Jules). — Lettre au Congrès de Weimar, 24-30 septembre 1903.
- Claro** (Charles). — Rapport au Congrès de Weimar, 24-30 septembre 1903). Association littéraire et artistique internationale, bulletin, n° 17, août 1904.
- Gastambide.** — Historique et théorie de la propriété des auteurs, 1862.
- Huard** (Gustave). — Traité de la propriété intellectuelle, t. 1^{er}, 1903.
- Izouard.** — Le cinématographe et le droit d'auteur, *Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire*, mai 1908.
- Lyon-Caen.** — Note. *Recueil des lois et des arrêts*, Sirey, 1902, 1^{re} partie, p. 305 et suiv.
- Mack** (Edouard). — De la durée du droit d'auteur, 1893.
- De la perpétuité du droit d'auteur. Projet, 1897.
- Rapport au Congrès de Weimar sur les moyens d'organiser le domaine public payant, 1904.

Pouillet (Eugène). — Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation, liv. 1^{er}.

Séché (A.) et J. Bertaut. — Tuons les morts ou le roman feuilleton contre la littérature, 1908.

Renouard. — Traité des droits d'auteur, 1838.

Rudelle (Pierre). — Des rapports juridiques entre les auteurs et les éditeurs, thèse, 1897.

Saëilles. — *Recueil de Sirey*, 1900, 2^e partie, 121.

Société d'études législatives, bulletins 1908.

Vaunois. — Rapport à la Société d'études législatives, 1908.

LES RÉCENTS PROJETS DE RÉFORME

EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

INTRODUCTION

L'objet de ce travail n'est point d'embrasser, dans sa généralité ou sa riche complexité, l'étude des questions qui se sont posées ou se posent, en tous pays, à propos de la propriété littéraire. Il ne s'agit pas d'un travail d'ensemble.

Bien que les lois littéraires développent chaque jour leur empire international, il paraît de bonne méthode de sérier les divers problèmes afin de circonscrire un champ précis. C'est ainsi que, négligeant le point de vue international et l'étude, cependant instructive, des législations étrangères, nous nous occuperons uniquement de la loi française, de ses lacunes et des réformes proposées.

Ce n'est qu'une modeste contribution à l'étude de ce droit nouveau, « né », selon l'expression de Pouillet, « avec la société moderne et qui nous apparaît comme étant sa plus vivante expression ». C'est un chapitre qui, résumant brièvement le passé, expose impartiale-

ment le présent et se risque, à peine, pour l'élaboration, tant attendue, du Code de la Propriété littéraire.

Nous assistons en vérité à la formation toujours lente d'institutions juridiques réglant un droit nouveau et partant mal défini. En faut-il donner d'autre preuve que la multiplicité et la variété des solutions législatives intervenues à l'étranger ? En France, les lois actuelles n'ont jamais eu la prétention, même dans l'esprit de leurs auteurs, d'être définitives. Le nombre des procès démontre combien l'on est loin d'un texte conciliant les divers intérêts et définissant, selon le Droit et l'Équité, les droits de l'écrivain. S'il est vrai que les tentatives de refonte ont toujours échoué depuis la loi des 19-24 juillet 1793, s'il est incontestable que nos textes, réduits à quelques principes, ont été fort heureusement interprétés, on peut même dire complétés, par une doctrine et une jurisprudence, dont l'œuvre a soulevé universellement plus d'admiration que de critiques, il n'y a pas moins lieu de s'inquiéter de légitimes réclamations.

En fait, l'opinion publique agitée par la grande presse s'est émue. A côté des discussions des prétoires les controverses se succèdent dans nos quotidiens et dans nos revues, des associations littéraires et artistiques organisent des congrès, des Sociétés de gens de lettres sollicitent l'État, le Parlement nomme des commissions chargées d'examiner les nouvelles propositions de loi, une commission extra-parlementaire est instituée pour examiner les modifications qu'il y aurait lieu

d'apporter à une législation qui ne pouvait, en tous cas, prévoir les inventions récentes, la Société d'Études législatives enfin, met la question du droit d'auteur à son ordre du jour et M^e Vaunois est chargé du rapport. Tout nous est indice qu'il faut abandonner les discussions théoriques pour porter sur le terrain pratique l'étude de la protection de la Propriété littéraire.

*
* *

Mais parler de « Propriété littéraire » c'est engager déjà une première dispute : passée dans le langage usuel, cette expression est aujourd'hui de style ; universellement répandue, elle est principalement adoptée par les littérateurs ; mais beaucoup de jurisconsultes n'admettent pas, de même, ce terme et prétendent qu'avec le législateur de 1866, il faut simplement parler de « droit d'auteur ». Il importe, disent-ils, de ne pas donner un état civil régulier à un droit dont la légitimité fait précisément l'objet des discussions renouvelées par l'incorporation au domaine public des œuvres de Balzac, Musset, Eugène Süe. Parler de « Propriété littéraire » c'est admettre la solution anticipée d'un problème de principe.

Pour autant que les mots eux-mêmes aient leur importance en matière juridique, essayerons-nous une justification de l'expression incriminée ? La tentative est impossible et serait inutile : impossible parce que toute controverse interminable nous entraînerait hors

de notre sujet ; inutile, car si la discussion sur ce point est inépuisable, les arguments sont quelque peu épuisés. Qu'il nous soit permis de renvoyer tous ceux qui nous demanderaient de nous expliquer sur la nature du droit d'auteur aux analyses profondes, savantes et impartiales des Renouard, des Gastambide, des Pouillet, etc. Ils seront éclairés, sinon complètement convaincus. Ils comprendront l'intérêt philosophique de tels débats ; ils souhaiteront, comme nous, qu'ils aboutissent un jour à une idée simple et adéquate de la Propriété littéraire : ainsi pourra-t-on sans danger faire passer dans la loi positive avec ses conséquences raisonnables et juridiques, le principe en question. Sans doute, quand on s'entendra sans plus contester, sur la nature de la propriété intellectuelle, sur le droit de l'écrivain, il sera plus facile de formuler les dispositions d'une législation parfaite, définitive, internationale. Il faudra bien, un jour, aborder cette difficulté devant laquelle on recule : la discussion que nous éliminons de notre dessein ne nous paraît pas, comme à certains, une inépuisable question de mots ; mais pour juger de la légitimité du droit en cause nous abandonnerons volontairement le point de vue métaphysique et nous nous restreindrons à l'examen des questions de fait.

Toutefois, afin de ne pas nous heurter à chaque instant au même obstacle, nous résumerons ici les idées que nous acceptons comme étant déjà hors de discussion, comme étant acceptées généralement.

1^o Au point de vue théorique, le droit d'auteur est-il un droit de propriété ?

Personne ne conteste au droit des auteurs la qualification et les attributs de la propriété sous la réserve que cette propriété est d'une nature spéciale. On est loin de pouvoir affirmer qu'actuellement le droit de l'auteur est en tous points semblable à la propriété ; mais nous concluons volontiers avec Pouillet : « Nous découvrons que le droit de l'auteur procède de la même source que la propriété : le Travail ; nous reconnaissons même que la propriété a ici quelque chose de plus certain, de plus indéniable, car, dans son origine ordinaire, la propriété consiste dans l'appropriation d'une chose déjà existante sous la forme où le possesseur se l'approprie, tandis qu'ici elle consiste dans une création... Qu'importe après cela que les règles de la propriété en matière d'objets corporels ne s'y adaptent pas d'une façon complète... Qu'importe que cette espèce de propriété ait été inconnue à l'origine des sociétés, qu'elle soit le résultat de nos mœurs nouvelles ; elle n'en est pas moins une propriété. »

2^o Au point de vue de la loi, le droit d'auteur est-il un droit de propriété ?

Si rien ne saurait, ni philosophiquement, ni juridiquement s'opposer à ce que l'auteur fût déclaré propriétaire de son œuvre, nous devons cependant conclure avec M^r Charles Chenu (Thèse, 1881, chap. 2, p. 146) : « Le droit d'auteur ne reçoit du législateur

qu'une rémunération consistant dans la fixation d'une période, plus ou moins longue et successivement augmentée, d'exploitation privilégiée. Cela n'est pas la propriété. L'un des caractères essentiels de la propriété est la perpétuité : et le législateur, quelques restrictions qu'il apporte dans l'intérêt général à l'exercice du droit de propriété, en respecte toujours la nature perpétuelle. Ici au contraire, pas de perpétuité reconnue, par lui, donc pas de propriété. »

*
* *

Le plan de cet essai va résulter des considérations qui précèdent.

A. *Historique*. — Usant indifféremment des termes de « Propriété littéraire » ou de « Droit d'auteur » nous étudierons d'abord le sens de l'évolution historique de la législation française depuis 1793 jusqu'en 1866, avec la préoccupation de dégager l'attitude du législateur, de saisir, dans le texte de la loi, le retentissement de l'opinion antérieure à la rédaction et, dans les critiques soulevées par l'application, les tendances qui entraîneront la réforme, s'il y a lieu, de la législation actuelle.

Peut-être nous arrivera-t-il ainsi d'apporter des arguments au philosophe ou à l'historien, en faveur du plus ou moins de crédit à accorder aux termes ; nous les abandonnerons aussitôt à ceux qui sont curieux de prédire que, « par suite du mouvement constant des

idées, il est à penser que la perpétuité du droit de l'auteur passera dans les codes et que là se trouve l'avenir de la législation sur la Propriété littéraire » (Rudelle, *Rapports juridiques entre les auteurs et les éditeurs*), — ou bien à ceux qui écrivent : « Ainsi, malgré l'effort persistant déployé par les littérateurs en faveur de la thèse absolue, il ne paraît guère possible de dire que la marche des idées s'effectue aujourd'hui dans un sens favorable à une plus longue survivance du privilège des auteurs » (Ajam, *Revue politique et parlementaire*).

B. *Exposé succinct de la législation actuelle.* — Nous dirons ensuite quelle est la loi française qui régit la propriété littéraire ; quels services elle a rendus ; quels furent ses avantages, comment elle était dans l'esprit de ceux qui la votèrent un système de transition. Nous montrerons pourquoi le développement imprévu de la production littéraire moderne facilité par l'invention parallèle de machines perfectionnées, par la diffusion de l'instruction, a compliqué le système des rapports juridiques entre les producteurs intellectuels et les exploiters de la matière littéraire au point de déborder la loi de 1866.

C. *Critique.* — Nous examinerons en les groupant les critiques adressées au système français.

Nous constaterons ses lacunes et la nécessité d'y remédier peut-être sans attendre l'intervention des jurisprudents.

Telle sera la 1^{re} partie de cette étude : historique et critique.

2^e *partie*. — Dans une seconde partie nous passerons en revue les travaux dus à l'initiative privée et destinés à aboutir au projet de législation conforme aux intérêts en jeu. Nous retiendrons spécialement les projets de réformes particuliers qui attirent et retiennent l'attention depuis quelques années. Nous limiterons notre examen aux points suivants, retenus comme principaux par la commission de la Société d'Etudes législatives :

1° Prolongation de la durée du droit d'auteur.

2° Sort du droit d'auteur sous le régime de la communauté.

3° Mise en concordance des dispositions de la loi du 14 juillet 1866 relatives au droit du conjoint survivant sur les œuvres littéraires et artistiques du conjoint prédécédé, et des dispositions du Code civil sur les droits de succession du conjoint survivant.

4° Y a-t-il lieu de proposer des dispositions légales relatives au « droit moral » de l'auteur ?

Toutefois nous traiterons en outre succinctement le problème entraîné par la fabrication et l'exploitation des appareils phonographiques qui reproduisent la voix humaine et des œuvres littéraires, des cinématographes qui reproduisent et représentent des ouvrages dramatiques.

Un essai de législation basé sur les vœux émis au sein

des congrès et des commissions sera comme le résultat pratique et positif de notre étude. Nous nous serons efforcé non pas de rédiger à l'avance le texte approximatif d'une loi prochaine, mais d'enfermer, dans les lignes souples d'un projet, les idées et les tendances de nos contemporains.

Conclusion. — La question de la Propriété littéraire ne sera pas résolue ; mais, quand nous aurons, d'une part, dégagé les tendances de la législation actuelle et d'autre part, énuméré les opinions énoncées dans les projets les plus sérieux et les plus modernes, il nous sera possible, par comparaison, de mesurer le progrès de ce droit jadis insoupçonné, aujourd'hui incontesté, de l'auteur, sur le noble produit de son cerveau. Sans prétendre que le droit commun du Code civil sur les biens mobiliers, puisse être appliqué purement et simplement aux ouvrages de l'esprit, en reconnaissant même qu'aucune disposition du droit commun ne suffit à préciser et réglementer les relations réciproques de l'auteur avec le public et peut-être aussi avec l'éditeur, nous aurons quand même assisté à l'extension du droit de l'écrivain depuis un siècle et nous pourrons prédire pour l'avenir une évolution qui amènera à son terme une solution nette et logique. Ce sera peut-être la doctrine de la propriété littéraire aujourd'hui encore reconnue fausse.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU DROIT DES AUTEURS, DE LA LOI DES
19-24 JUILLET 1793 A LA LOI DE 1866.

Par désintéressement des écrivains, la publication d'un ouvrage littéraire sous l'ancien régime rapporte à l'auteur, la gloire et à son libraire-éditeur des revenus. Le régime de la librairie comprend des permissions d'imprimer et des privilèges, mais l'auteur n'est pas en cause. Le libraire, seul, s'agite, celui qui a créé ne s'occupe plus des conséquences de sa publication ; c'est celui qui l'exploite qui se préoccupe de garantir ses bénéfices ou tout au moins, de rentrer dans ses avances. L'idée de s'enrichir personnellement, par la création d'un chef-d'œuvre, ne vient pas à l'homme de lettres qui se contente de vendre son manuscrit ou de le donner. On se souvient du beau geste d'un La Bruyère offrant ses « Caractères » à son libraire, pour constituer une dot à une charmante jeune fille.

L'écrivain vit dans la maison d'un grand seigneur,

dans la « domesticité » d'un Mécène, ou des libéralités du Prince. Les conditions de vie matérielle et indépendante de nos contemporains n'ont pas encore sollicité le désir de profit. C'est la concurrence jalouse des libraires privilégiés de Paris et des pauvres libraires de province qui déchaîne le premier conflit.

La plaidoirie d'un avocat, canoniste renommé, Louis d'Héricourt, est un monument désormais classique où la question du droit des auteurs est exposée nettement pour la première fois. L'avocat des libraires de Paris développe l'idée que l'auteur d'un livre est « du tout maître et comme tel en peut librement disposer ». En conséquence il soutient que la propriété d'une œuvre littéraire appartient, indépendamment de tout privilège, à l'auteur, à ses héritiers. Il faut citer le texte de ce mémoire d'un ton dogmatique absolu. « Un manuscrit qui ne contient rien de contraire à la religion, aux lois de l'Etat ou à l'intérêt des particuliers, est en la personne de l'auteur un bien qui lui est réellement propre ; il n'est pas plus permis de l'en dépouiller que de son argent, de ses meubles, ou même d'une terre, parce que c'est le fruit d'un travail qui lui est personnel, dont il doit avoir la liberté de disposer à son gré pour se procurer, outre l'honneur qu'il en espère, un profit qui lui fournisse ses besoins et même ceux des personnes qui lui sont unies par les liens du sang, de l'amitié ou de la reconnaissance... » Et plus loin : « Si un auteur est constamment propriétaire, et, par conséquent, seul maî-

tre de son ouvrage, il n'y a que lui ou ceux qui le représentent qui puissent, valablement, le faire passer à un autre, et lui donner dessus le même droit que l'auteur y avait... »

Ce plaidoyer, subversif pour l'époque (1725) n'a pas besoin d'être commenté. Le droit d'auteur, assimilé à la propriété, tel que le Code civil la définira plus tard, est par sa nature, absolu, exclusif, perpétuel. Le principe invoqué par les libraires ne tarda pas à se retourner contre eux : l'idée fit son chemin dans le cerveau des auteurs et de leurs héritiers. En vain, les libraires se liguèrent-ils contre les petites-filles de La Fontaine réclamant un privilège personnel. Le Conseil du roi donne gain de cause aux héritières par cette raison que « les ouvrages de leur aïeul leur appartenaient par droit d'hérédité » (1761).

Trois arrêts de 1777 marquent l'évolution rapide de cette reconnaissance du droit des auteurs : chacun apporte une clarté et une compréhension nouvelles.

L'arrêt du 28 mars 1777 fait rentrer dans la famille de Fénelon le privilège accordé sur ses œuvres et déclare que « les continuations de privilèges ne pourraient être concédées aux libraires qu'avec l'agrément des héritiers ». L'auteur a désormais le pas sur le libraire. C'est la pensée et le mot de Louis XVI, dans sa lettre du 6 septembre 1776, qui prépara les arrêts de 1777 : « On ferait bien, dit le roi, de s'occuper le plus tôt possible de l'examen des mémoires des libraires sur la pro-

priété des ouvrages et sur la durée des privilèges... Le privilège en librairie, nous l'avons reconnu, est une *grâce fondée en justice* ; pour un auteur, elle est le prix de son travail ; pour le libraire elle est la garantie de ses avances. Mais la différence du motif doit nécessairement régler la différence d'importance du privilège. *L'auteur doit avoir le pas.* »

L'arrêt réglementaire du Conseil, le 30 août 1777, à son tour, disait que « l'auteur doit obtenir pour lui et ses hoirs ; à *perpétuité*, le privilège d'éditer et de vendre ses ouvrages ».

L'idée de perpétuité se fait jour.

L'idée d'exclusivité se confirme et se précise par la restriction « que la durée du privilège serait réduite à la vie de l'auteur, dans le cas où il le rétrocéderait à un libraire ». Ce texte, loin d'atténuer le droit de l'auteur, nous signale, par contre, l'exploitation éhontée dont ce dernier est encore victime et a pour but de le protéger contre l'entraînement qui le porterait à vendre, à vil prix, le droit d'exploitation de son œuvre.

La campagne des libraires contre cet arrêt fut violente : les protestations ne cessèrent que lorsqu'un autre arrêt du Conseil eût décidé qu'à l'avenir « les privilèges de libraire pourraient être accordés pour tout le temps que le Chancelier ou le garde des sceaux jugerait nécessaire ».

En résumé, jusqu'à la Révolution, le privilège subsiste, mais le droit de l'auteur est né, il est affirmé, il est défendu.

Un arrêt du Conseil du 30 juillet 1778 précise à cet égard l'article 5 de l'arrêt du 30 août 1777. Il dit que « tout auteur qui aura obtenu en son nom le privilège de son ouvrage, non seulement aura le droit de le vendre chez lui, mais il pourra encore autant de fois qu'il le voudra, faire imprimer pour son compte son ouvrage par tel imprimeur, et le faire éditer par le libraire qu'il aura choisi, sans que les traités ou conventions qu'il fera pour imprimer ou débiter une édition de son ouvrage, puissent être réputés cession de privilège ». Ces arrêts constituent une consécration et un essai de codification.

La Révolution en jetant bas tous les privilèges a semblé anéantir, un moment, le privilège même des auteurs qu'elle devait bientôt proclamer.

Par la loi du 19 juillet 1793 qui, en matière de propriété littéraire, reste encore de nos jours le texte fondamental, la Convention nationale, après avoir entendu son comité d'instruction publique, proclama le droit de l'auteur et de l'artiste sur son œuvre. Elle ose qualifier ce droit de propriété. Désormais, quelque nom qu'on lui donne, ce droit est consacré une fois pour toute, et d'une manière générale. Il s'oppose par son caractère de principe au système des privilèges et des faveurs de l'ancien régime. Nous sommes en présence d'un système nouveau. Qu'il nous soit permis toutefois de constater que si le style a changé, les mots sont exactement restés les mêmes et aussi les pensées exprimées, hier,

dans le plaidoyer de Louis d'Héricourt, aujourd'hui, par l'éloquent rapporteur Lakanal : « De toutes les propriétés — dit le rapport — la moins susceptible de contestation, celle dont l'accroissement ne peut ni blesser l'égalité républicaine, ni donner d'ombrage à la liberté, c'est sans contredit, celle des productions du génie ; et si quelque chose doit étonner, c'est qu'il ait fallu reconnaître cette propriété, assurer son libre exercice par une loi positive ; c'est qu'une aussi grande Révolution que la nôtre, ait été nécessaire pour nous ramener, sur ce point, comme sur tant d'autres, aux simples éléments de la justice commune.

« Le génie a-t-il ordonné dans le silence un ouvrage qui recule les bornes des connaissances humaines, des pirates littéraires s'en emparent et l'auteur ne marche à l'immortalité qu'à travers les horreurs de la misère.

« Et ses enfants !...

« Citoyens ! la postérité du grand Corneille s'est éteinte dans l'indigence !..

« L'impression peut d'autant moins faire des productions d'un écrivain une propriété publique dans le sens où les corsaires littéraires l'entendent, que, l'exercice utile de la propriété de l'auteur ne pouvant se faire que par ce moyen, il s'ensuivrait qu'il ne pourrait en user sans la perdre à l'instant même.

« Par quelle fatalité faudrait-il que l'homme de génie qui consacre ses veilles à l'instruction de ses concitoyens, n'eût à se promettre qu'une gloire stérile et

« ne pût revendiquer le produit légitime d'un si noble
« travail ? C'est après une délibération réfléchie que
« votre comité vous propose de consacrer les dispositions
« législatives qui forment en quelque sorte la Déclara-
« tion des droits du génie. »

Sous les phrases pompeuses ou déclamatoires, c'est bien la propriété de l'auteur, avec les mêmes caractères que Louis d'Héricourt lui accordait, c'est la même propriété que les arrêts de 1777 reconnaissaient sous le nom de privilège. Le texte de l'article 1^{er} n'apporte en vérité que la forme organique du principe : « Les auteurs d'écrits en tous genres, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs, qui feront graver des tableaux ou dessins, jouiront durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République et d'en céder la propriété en tout ou en partie. » Voilà des affirmations dont la netteté semble marquer non pas une préférence du législateur, mais une seule manière de voir.

Le rapporteur du décret de 1791 sur les spectacles, Chapelier, s'était servi de termes semblables. « La plus sacrée, la plus légitime, la plus innattaquable et si je puis parler ainsi, la plus personnelle de toutes les propriétés est l'ouvrage, fruit de la pensée d'un écrivain. » Mais il ajoutait assez vaguement : « Mais c'est une propriété spéciale. »

Le mot de propriété revient à chaque instant sous la plume du législateur : le principe s'affirme, mais peut-on

dire que le législateur reconnaît avec toutes ses conséquences un droit de propriété littéraire ? M. Charles Chenu après s'être posé cette question répond « qu'il lui paraîtra toujours difficile d'admettre que le caractère de propriété véritable soit reconnu au droit d'auteur par une loi qui limite à la vie de l'auteur et à dix ans après sa mort, la période d'exploitation exclusive et qui, passé ce délai, l'exproprie sans indemnité. L'article 2 dit en effet : « Leurs héritiers ou cessionnaires jouiront du même droit durant l'espace de dix ans après la mort des auteurs. » Et M. Chenu ajoute : « Nous nous refusons donc, quelque favorable que soit à nos yeux, en théorie, la doctrine de la véritable propriété littéraire, à croire qu'elle ait été acceptée par le législateur de 1793. Nous reculons devant cette hardiesse qui consiste à relever dans le titre d'une loi, un mot dont la commodité a pu conseiller l'emploi, à prendre dans un rapport une affirmation pour en conclure que l'idée qui s'y trouve exprimée a passé dans le texte définitif de la loi. Comment oser le dire lorsque nous voyons cette même loi rejeter les conséquences logiques du principe et adopter au contraire des solutions qui en constituent la violation incontestable ? »

Lorsque l'on étudie, historiquement, comme c'est ici le cas, l'évolution à travers les textes d'un principe juridique, la question de M. Chenu semble indiscrète et mal en place. Pour les hommes de la Révolution, ce qui importe avant tout, c'est le principe : il ne faut pas,

on ne peut pas « reculer devant cette hardiesse » qui consiste à dire, en relevant dans le titre et le texte de la loi comme dans les travaux préparatoires, le terme de propriété, que la loi de 1793 reconnaît le droit de propriété. Peut-il même y avoir discussion sur ce point ? Pour bien des lois de la même époque, la même remarque s'impose : ce qui les constitue, pour le révolutionnaire, c'est le principe : l'élément qui changera c'est l'application du principe. Telle est la loi sur la propriété littéraire ; elle est remplie de solennelles affirmations, elle pose le principe du Droit du génie et cela, c'est de la philosophie, de la théorie encore ; mais elle manque à poursuivre, sur-le-champ, le passage de l'idée dans le texte de la loi et ceci c'est le point de vue juridique, c'est l'organisation pratique de l'idée.

Pour le littérateur, la loi de 1793 reconnaît le droit de propriété littéraire ; pour le juge, il est impossible de voir, dans une législation de cette nature, l'application normale des principes qui régissent le droit de propriété.

« Il m'est souvent arrivé, dit Renouard (p. 440, § 4), lorsque j'ai discuté cette question, de rencontrer des partisans du droit de propriété disposés à en faire bon marché, et qui, pour peu que l'on consentît à ne pas le nier, étaient prêts à en abandonner toutes les conséquences et à en restreindre les effets à ceux d'une propriété purement temporaire. C'est même là ce qui paraît s'être passé dans toutes les discussions législatives ouvertes sur ce sujet. »

L'examen des lois sur les droits d'auteur postérieures à 1793 confirme cette façon de voir : leur seul résultat sera d'accroître la période du monopole.

Les décrets des 5 février et 19 février 1810 sont inspirés — il est aisé de le voir — par des raisons politiques. L'empereur essayait de se rendre favorables les littérateurs et les libraires en veillant à quelques-uns de leurs intérêts privés, dont on garantissait et augmentait les produits. Napoléon demande la législation actuelle. Il signale aussitôt les inconvénients qu'amènerait la perpétuité des droits conférée aux familles des auteurs, ou à leurs héritiers ou cessionnaires. La propriété littéraire est incorporelle : se trouvant dans la suite des temps et par le fait des successions, divisée entre une multitude d'individus, elle finirait par ne plus exister pour personne. Les meilleurs livres disparaîtraient de la circulation. Il deviendrait impossible de commenter, d'annoter les classiques. D'ailleurs un ouvrage a produit à l'auteur ou à ses héritiers tout le bénéfice qu'ils peuvent naturellement en attendre. Cependant, si l'on veut favoriser encore davantage la veuve et les enfants de l'auteur, qu'on porte leur propriété à 20 ans.

Les décrets étendirent donc la période privilégiée et réglementèrent à nouveau les droits du conjoint. Le droit d'auteur, en dépit des bonnes paroles de l'exposé des motifs, reste temporaire : ce n'est pas une propriété, aux termes de la loi.

Lorsqu'en 1836 une commission fut nommée, Mes-

sieurs Portalis et de Ségur s'élevèrent contre l'idée de supprimer l'intitulé de la loi, parlant encore de propriété littéraire, mais la loi, votée après deux mois de longs débats devant la Chambre des Pairs, devait bruyamment échouer à la Chambre des députés en 1841. Il est utile, historiquement, de rapporter ici quelques paroles des principaux orateurs : M. Berville combattit le principe même du rapport, en ces termes : « Jusqu'à présent, tout en reconnaissant le droit, le droit sacré des auteurs, ce droit n'a pas été formulé dans nos lois sous forme de propriété ou du moins, si le nom de propriété se trouve dans l'intitulé des lois, ce n'a guère été qu'une figure de langage qui n'a point entraîné la sanction du législateur. Ce n'était qu'une parole obligeante, ce n'était pas une définition légale... » Plus loin : « La conséquence naturelle du principe posé dans le rapport, ce serait de déclarer perpétuelle cette propriété que l'on entend reconnaître. Dès qu'une fois le principe de la propriété est établi, la propriété ne se perd pas dans le temps, elle passe dans toutes les mains, elle passe comme perpétuelle aux héritiers, comme perpétuelle aux cessionnaires, elle passe avec le droit d'user, d'abuser, de détruire : voilà les conséquences qu'il aurait fallu poser dans le rapport. Eh bien ! sur ces diverses conséquences, que nous a-t-on dit sur la perpétuité du droit de propriété ? On nous a dit : « Cela viendra, cela est désirable, mais le temps n'est pas venu ; en attendant, fixons le délai de cinquante

ans. » C'était exactement la tendance qui prévalait au sein de la commission. Renouard — comme Berville — protesta. Le rapporteur Lamartine défendit avec passion la cause de la littérature. Citons ces deux arguments nouveaux : « MM. Renouard, Portalis, Berville disent deux choses : l'une est vraie, l'autre fausse. La pensée est à tous, la pensée n'a pas de tarif : le livre en a un. » Plus loin : « La société est copropriétaire, qui le nie ? Mais créatrice autant que l'écrivain ! non. On ne crée que contre elle. Le génie marche avant son siècle et n'est pas reconnu. En refusant l'avenir aux grands livres et en bornant le temps de la propriété, vous favorisez les médiocres et le génie, vous le mettez hors la loi. Il sera reconnu, rémunéré quand il ne sera plus et quand la propriété, dont vivra le monde, sera périmée pour la veuve et pour les enfants. »

Citons encore un passage du rapport de la commission, que Renouard reproduit dans une réponse à Lamartine : « Le législateur proclame rarement des principes absolus, surtout quand ce sont les vérités nouvelles ; il proclame des applications relatives pratiques et proportionnées aux idées reçues, aux mœurs et aux habitudes du temps et de la chose dont il écrit le code. Nous avons considéré que les idées sur la propriété n'étaient pas encore assez nationalisées, que ses mœurs n'étaient pas assez faites, que sa constitution n'était pas assez universellement européenne et internationale, qu'enfin ses habitudes n'étaient pas assez prises,

dans le droit commun des autres ordres des choses possédées, pour qu'en constituant des droits garantis, nous puissions, du même coup, constituer, dès aujourd'hui, sa transmissibilité sans limites à travers le temps. En l'investissant, dans cette loi, des conditions d'une possession complète, nous avons donc cru la limiter dans sa durée.... Nous n'avons mis aucune limite à ses droits, nous lui avons mis une borne dans le temps ; le jour où le législateur, éclairé par l'épreuve qu'elle va faire, d'elle-même, jugera qu'elle peut entrer dans un exercice plus étendu de ses droits naturels, il n'aura qu'à dire « toujours » où notre loi a dit cinquante ans et l'intelligence sera émancipée » (*Moniteur*, 23, 27, 30 mars, 2 avril 1841, p. 731).

Renouard fait suivre ce texte d'une brève réflexion : « Non, l'intelligence ne sera pas émancipée, mais grevée d'une servitude. On fait du mal à la pensée, au bon marché, au livre, à la gloire de l'auteur. »

L'éternelle discussion n'avance pas. Cependant nous allons voir que lorsque le débat sera repris en 1854 et en 1866, l'idée principale du rapport de 1841, qui lie indissolublement les progrès de la législation à l'évolution des mœurs, n'aura pas perdu de sa force et que l'extension de la durée du droit d'auteur sera vraiment une concession déguisée aux partisans d'une perpétuité sans cesse combattue, niée ou rejetée dans le domaine de la chimère métaphysique.

A chaque étape de cette histoire, il importe de cons=

tater que si les Lamartine et les Balzac échouent sur la question du principe absolu, comme avaient fait leurs devanciers, leurs adversaires cèdent sur la question du délai. Dès lors, ne faut-il pas prévoir que, si les objections dirigées contre les effets de l'extension tombent à l'usée et si le délai de cinquante ans ne paraît pas plus nuisible que celui de trente ans, nous allons un jour nous trouver en face d'une durée du droit d'auteur, sinon perpétuelle, du moins équivalente, en fait, à la perpétuité ? A quoi servira, alors, de prolonger une discussion devenue vraiment trop théorique ? A quoi bon inscrire ou ne pas inscrire, avec sa pleine signification, dans nos Codes, le mot limpide de propriété littéraire ? L'étude des travaux préparatoires et de la loi du 14 juillet 1866 infirme-t-elle, au point de vue historique, cette façon de voir ?

Constatons simplement que dans la loi de 1854 c'est à peine s'il fut question des principes. Ce nouvel effort du législateur augmenta tout bonnement la durée du droit de l'héritier du génie, comme s'exprime le style de l'époque.

Il en est autrement en 1866. L'empereur pose la dernière pierre d'un monument commencé en 1861. Ces cinq années sont remplies par des études, des discussions embrassant étroitement les principes. Dans l'exposé du texte de la loi définitive nous trouverons l'occasion d'entrer dans les détails : pour ne pas nous exposer à des redites, terminons cette étude historique

nécessairement succincte et incomplète, en reconnaissant que non seulement la loi de 1866 ne consacre pas la perpétuité, mais encore, qu'on n'y peut rien trouver qui indique à quels principes le législateur a donné son adhésion. Il parle de droits d'auteur, il écarte le terme de propriété. La préoccupation des principes, si puissante avant le vote, s'évanouit pendant la rédaction, qui se borne à étendre la période d'exploitation.

La réflexion qui s'impose à l'esprit de l'historien, c'est décidément que le divorce s'accroît entre le clan des auteurs qui persiste dans sa pétition du principe et le clan des législateurs qui résiste, dans sa volonté de repousser l'assimilation du droit d'auteur à la propriété.

Que nous réserve l'avenir ? Une nouvelle concession sera-t-elle faite à ceux qui combattent la loi du 14 juillet 1866 ? Ou bien faut-il admettre que l'ère des concessions est, et doit être close ? La loi du 14 juillet 1866, complément de la loi de 1793, résistera-t-elle aux critiques dont elle est l'objet ? Le délai de cinquante est-il trop court ou trop long ? Les déféctuosités de la loi proviennent-elles de ce que le délai est limité ? C'est ce que nous allons essayer d'élucider. Mais, soit dans la discussion de 1866, soit dans celle qui se poursuit à l'heure actuelle, nous retrouverons en présence les mêmes adversaires : apporteront-ils de nouveaux arguments ?

CHAPITRE II

LA LOI DU 14 JUILLET 1866.

Le romantisme fut, en littérature, ce qu'avait été vis-à-vis des institutions politiques, la Révolution française. Le développement brusque et brillant de nouvelles écoles littéraires et artistiques, le prodigieux élan du mouvement industriel attirèrent de nouveau l'attention sur les lois de protection des auteurs, des artistes et des inventeurs.

La destinée de la propriété littéraire, qui avait paru définitivement réglée, d'abord en 1793, puis en 1810, puis en 1854, est remise en question.

L'un des premiers Congrès internationaux de la Propriété littéraire réuni à Bruxelles le 27 septembre 1858, rejette le principe de la perpétuité.

En 1861, une commission spéciale est nommée, avec mission de constituer le statut organique du droit de propriété littéraire. Sous l'influence des faits historiques, que nous avons énumérés, fidèle à l'exemple des commissions antérieures, elle décide, par dix-huit voix contre quatre, que la propriété littéraire est un droit perpétuel. Ce vote enregistre cette vérité historique que le principe posé en 1793 est toujours debout et que la

marche des idées s'effectue dans un sens favorable à une survivance, toujours plus étendue, du soi-disant privilège. En effet, tenant compte du droit absolu du public, restrictif du droit absolu de l'auteur, elle reconnaît qu'en pratique, il est nécessaire, en 1861, de limiter à une exploitation de cinquante ans, le droit de l'auteur. Pour fixer le quantum du droit des successeurs, après ce délai, elle décide que les éditeurs auront à verser aux héritiers une somme de 50/0 sur la valeur des ouvrages. « La commission déchirait donc spontanément, dit M. Ajam, le principe qu'elle avait posé puisqu'elle limitait dans une mesure étroite le droit de propriété après le cinquantenaire. » Riché, commissaire du gouvernement, le fit remarquer au Conseil d'État ; Per-ras, au Corps législatif, Sainte-Beuve, devant la Haute Assemblée, contestèrent dans leurs rapports le principe de la « propriété » littéraire, et c'est ainsi que la loi du 14 juillet 1866 se refusa à la révolution juridique préconisée par la majorité des écrivains. En vérité, tout se trouve dans cette fameuse discussion.

Dans un exposé des motifs, le gouvernement se défend de reconnaître le principe et s'excuse, en quelque sorte, de donner une plus longue durée au droit privilégié de l'auteur.

D'autre part, le rapport contient la déclaration suivante : « Après de longs débats, votre commission, tout entière, convaincue qu'il serait fâcheux de sacrifier la certitude acquise du bien, à la périlleuse recherche du

mieux, s'est volontairement enfermée dans le cercle tracé par le dispositif du projet de loi. Mais, il a été loyalement entendu que toutes les questions théoriques demeuraient expressément réservées. En ce qui touche les principes, l'adoption du projet n'est donc autre chose qu'une trêve sous les armes. Dans la pensée de la commission elle n'est pour personne, ni une victoire, ni une défaite. » Expressions d'un éclectisme heureux ! Elles réfutent à l'avance tous les écrits au discours de ceux qui interpréteraient dans un sens ou dans l'autre la réforme nouvelle ! Comme le dit si justement M^e Charles Chenu : « Voilà une déclaration, qui, au moins, a ceci de clair qu'elle laisse subsister toute l'obscurité des discussions antérieures ! » Le débat lui-même n'apporta pas une clarté définitive. Il est cependant nécessaire d'analyser successivement les discours des orateurs qui, parlant pour ou contre le projet, apportèrent des arguments, renouvelés, sinon complètement originaux. Le député Marie, partisan de la perpétuité, dit en substance : « Les lois antérieures ont successivement augmenté l'hérédité : vous, maintenant, vous la prolongez de trente à cinquante ans, elle et son action. Et vous refusez la perpétuité ? Mais je vous demande, combien y a-t-il d'auteurs qui puissent espérer voir leurs ouvrages progresser matériellement au moins pendant cinquante ans ! Il faut bien, en calculant le viager des auteurs, compter sur une durée de soixante-dix ans. Y a-t-il beaucoup d'auteurs qui puissent aller jusqu'à

soixante-dix ans ? Pour les chefs-d'œuvre, la loi a des effets contraires. Donc, conclusion : protection perpétuelle, en fait, à des œuvres mortelles, protection temporaires aux œuvres du génie. »

M. Lafond de Saint-Mür, ajoute au raisonnement de Marie un argument du même ordre lorsqu'il dit : « La loi actuelle constitue la plus large des innovations. Cinquante ans au point de vue pratique, c'est, de l'aveu de tous, la perpétuité. La loi réserve l'avenir : elle permet d'espérer que, s'il n'entre pas, dès à présent, victorieux au *Bulletin des Lois*, il frappe à la porte, prêt à la forcer. »

M. Eugène Pelletan, membre de la commission, eut souhaité un progrès décisif et immédiat. Membre de la majorité de la commission, il voulut expliquer les raisons de la majorité, qu'il trouvait légèrement affaiblies, atténuées, dans le rapport.

M. Riché, commissaire du gouvernement, exposa avec éloquence, que, juridiquement, « tous les exposés des motifs de tous les projets de loi avaient expliqué pourquoi le caractère temporaire était maintenu au droit des auteurs ». Il concluait en disant de la propriété littéraire, qu'« elle existait parce qu'on a bien voulu le dire ».

Si nous citons, enfin, quelques paroles de M. Nogent de Saint-Laurens, partisan du droit commun, nous aurons donné, sinon une énumération complète des thèses soutenues en 1866, du moins un aperçu de la variété du débat. M. Nogent de Saint-Laurens disait :

« Pourquoi ne pas appliquer le droit commun ? Il y a un intérêt social ? j'écoute... La divulgation, le bon marché, se font pendant la période de propriété ordinaire. Quand vient le domaine public, il n'y a rien à faire... Et puis le domaine public fait souvent des choses nuisibles... »

C'est de cette lutte confuse entre tant d'opinions opposées, que sortit la loi du 14 juillet 1866 dont Sainte-Beuve disait au début de son rapport au Sénat qu'« elle arrivait dans les conditions les meilleures : mûrie, prudente, libérale, pesée à diverses reprises, discutée en tous sens avec science, talent et conviction. » « La loi est faite », ajoutait-il, « et bien faite ; elle est sage, elle réunit l'unanimité des suffrages de la part de ceux qui se combattaient auparavant, mais qui se sont rencontrés sur un terrain aussi largement délimité. »

Avant de citer le texte de la loi, si vantée par Sainte-Beuve, avant d'exposer son contenu et, selon les cas, de signaler ses avantages ou ses lacunes, il convient d'arrêter ici les conclusions que l'on doit tirer de l'histoire du droit de propriété depuis son apparition brusque, mais à prévoir, dans les lois de 1791 et 1793, jusqu'à la loi du 14 juillet 1866.

A. — Il y a eu une théorie du droit de propriété.

B. — Il n'y a jamais eu autre chose, en droit, et en fait, qu'une rémunération, qu'un privilège, qu'un droit octroyé libéralement.

Qu'est devenue depuis la théorie ? Est-elle, comme le

dira M. André Morillot, et plus tard M. Fernand Worms, morte et reconnue fausse? On le pourrait croire, si on s'en réfère à cet arrêt de principe de la Cour de cassation, du 15 juillet 1887 : « La Cour décide que les droits d'auteur sont désignés à tort, soit dans le langage usuel, soit dans le langage juridique, sous le nom de propriété ; que loin de constituer une propriété, comme celle que le Code civil a définie et organisée pour les biens meubles et immeubles, ils donnent seulement, à ceux qui en sont investis, le privilège exclusif d'une exploitation temporaire. »

Abandonnons l'histoire et ses fuyantes vérités et examinons l'ensemble des mesures prises par le législateur de 1866 pour protéger les auteurs.

TEXTE DE LA LOI.

« Loi sur les droits des héritiers et ayants cause des auteurs » (14 juillet 1866).

ART. 1^{er}. — La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à cinquante ans à partir du décès de l'auteur.

Pendant cette période de cinquante ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits, dont l'auteur n'a pas disposé par acte entre vifs ou par testament.

Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est réduite, au profit de ces héritiers suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code Napoléon.

Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre ce conjoint ; elle cesse au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage.

Les droits des héritiers à réserve et des autres héritiers ou successeurs, pendant cette période de cinquante ans, restent d'ailleurs réglés conformément aux prescriptions du Code Napoléon.

Lorsque la succession est dévolue à l'Etat, le droit exclusif s'étend sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants.

ART. 2. — Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à celles de la loi nouvelle sont et demeurent abrogées.

Examen de la loi du 14 juillet 1866.

A. — Les deux premiers paragraphes de la loi sont relatifs à la durée du droit. Ils garantissent à l'auteur, pendant sa vie entière, le droit exclusif d'exploiter ses œuvres, en vertu de la loi du 24 juillet 1793 qui, sur ce point, reste en pleine vigueur. Le même droit passe ensuite, pendant cinquante ans, à ses héritiers et représentants. L'exploitation commerciale des productions intellectuelles est soumise à l'uniformité du délai, qui fait disparaître les chances aléatoires qui nuiraient aux auteurs dans la conclusion des traités avec les éditeurs ou libraires. — « Le droit des collatéraux s'accroît singulièrement ; mais, comme l'auteur jouit d'une faculté de disposition absolue, c'est à lui que cet accroissement profite pour la plus personnelle des propriétés. Ni le droit des collatéraux, ni celui de la veuve, ne font obstacle à ce qu'il cède son droit d'auteur pour une durée

qui comprendra sa vie et cinquante ans après son décès » (Rapport Perras).

De cette façon, l'auteur et ses héritiers jouiront de leurs droits pendant une période de durée suffisante pour préparer l'entrée de l'œuvre dans l'histoire.

Autre justification : en 1866, ce délai était le plus long qui ait été adopté en Europe. De plus, tout en retardant l'avènement du domaine public, la loi ne compromet pas les intérêts du public, sauf de très rares exceptions.

Conclusion. — a) « Le délai de cinquante ans apparaîtrait donc, non seulement comme le plus conforme au but de conciliation et de simplification de cette loi, mais comme l'expression la plus haute du sentiment commun et de la raison universelle (Rapport Perras).

b) « Le système français a d'ailleurs servi de modèle à la plupart des législations au cours du xix^e siècle. En Italie, on avait en 1865 adopté l'autre théorie ; mais on vient d'y préparer précisément une loi qui reviendra à nos règles plus communément observées... Il est désirable de rendre les lois littéraires de plus en plus uniformes. Il ne faudrait pas abandonner le type de notre protection littéraire, sans de très sérieux motifs... Le droit est rattaché par le texte de 1793 non à un objet matériel mais à une personne ; non à la création, livre ou tableau, mais au créateur intellectuel, écrivain ou artiste. C'est l'auteur qu'on nomme en première ligne ; on affirme sa souveraineté sur son œuvre. On a reconnu

au droit un caractère personnel dans son origine ; sa durée doit avant tout se prolonger pendant toute la vie du titulaire ; elle est, de ce chef, aléatoire, ce qui n'a rien d'illogique. La seconde période a été imaginée en faveur de la famille, mais aussi au profit du littérateur et de l'artiste afin qu'il puisse en disposer par avance. On a légiféré, en somme, plus dans l'intérêt de l'auteur qu'à l'occasion du bien créé par lui ; le droit qu'on qualifie de propriété littéraire est plutôt personnel que réel. Cette règle ressort de la rédaction traditionnelle de nos textes » (Rapport Vaunois, 1908, p. 4 et 5).

B. — Le second paragraphe de la loi accorde au conjoint survivant, préférablement aux autres héritiers, un droit viager. Le rapporteur « considère cette question comme une des parties vives du projet et ne croit céder, ni à un sentiment chevaleresque, ni à la partialité qu'on éprouve naturellement pour les idées dont on a pris l'initiative » (Rapport Perras).

En droit commun, le conjoint survivant ne vient à la succession de son conjoint décédé qu'à défaut d'héritiers de celui-ci au 12^e degré ; quand il prend la totalité de la communauté ou une part des biens propres du *de cujus*, c'est qu'il y a droit en vertu du contrat de mariage ou de donation ; la règle est la communauté légale, pour les biens mobiliers, que l'on partage en deux parts égales à la dissolution du mariage ; les immeubles restent propres.

Ici, un droit de survie est instauré. Pour quels mo-

tifs ? Parce que la femme, par ses soins, son dévouement, ses vertus est une quasi-collaboratrice de l'auteur (Voir exposé de motifs). Ce droit est accordé non seulement à la veuve, mais à son conjoint, c'est-à-dire que la loi prévoit le cas où c'est la femme qui est auteur. Le mari survivant passe avant les héritiers de la femme auteur. Ainsi disparaît le régime d'exception consacré par le décret de 1810 et maintenu par la loi de 1854.

Ce droit, purement viager, subit une limite. Le délai de cinquante ans paraît généralement suffisant. Lorsqu'une femme survit cinquante ans à son époux, c'est qu'elle est veuve à un âge peu avancé. Elle se remariera la plupart du temps et perdra par convol les droits du défunt.

Quelle est la nature de ce droit que la loi qualifie de simple jouissance ? Les explications fournies par le rapporteur au moment de la discussion lèvent toute difficulté d'interprétation : « Une objection s'est produite sur les mots de « simple jouissance » employés pour caractériser le droit de la femme. C'est l'expression dont se sert l'article 543 du Code civil quand il dénomme l'usufruit, par opposition avec la propriété et les services fonciers. Comme l'usufruit porte sur un droit spécial et dont la disposition doit être dégagée de toutes entraves, dans l'intérêt même des auteurs, ces expressions ont paru préférables au Conseil d'Etat et la Commission a partagé son avis. Mais il ne peut exister aucun malentendu ni sur la nature, ni sur la durée du droit. »

La femme a l'usufruit et ne peut donc disposer que dans la mesure de son usufruit. Le droit de nue propriété appartient aux héritiers.

Si l'on veut maintenant expliquer quels sont les droits qui peuvent résulter en faveur d'un conjoint du régime de communauté, on se trouve en présence d'une discussion très grave et très controversée. Parmi les questions qui ont le plus préoccupé ceux qui s'intéressent à la propriété littéraire, il convient incontestablement de mettre au premier rang celle de l'influence que les conventions matrimoniales d'un auteur peuvent avoir sur le droit qu'il a sur son œuvre. Sans entrer dans la critique des deux systèmes entre lesquels la jurisprudence a flotté, nous réservant de reprendre la question lorsqu'il s'agira de critiquer la loi du 14 juillet 1866, examinons d'abord la solution logique, étroitement juridique.

Que dit le texte de la loi? La loi suppose que des droits résultent du régime de la communauté. Quand cette dernière sera dissoute, il y aura liquidation du droit d'auteur. Ce droit, mobilier par la détermination de la loi, tombe dans la communauté, comme les biens communs, dont il subit le sort. Le conjoint aura droit à une part de propriété de l'œuvre de son conjoint prédécédé, même si l'œuvre n'a pas été vendue au cours de la communauté : « Le droit d'auteur, en un mot, dans ce qu'il a de pécuniaire, n'est pas un bien attaché à la personne, au point d'être soustrait au commerce. La Cour de cassation en a déduit qu'à défaut de disposition con-

traire dans la loi ou dans les contrats de mariage, la propriété littéraire était soumise aux règles ordinaires des régimes matrimoniaux et faisait partie de l'actif de la communauté, comme tout autre produit de l'industrie des époux. Le dernier arrêt rendu sur cette question par la Cour suprême, en 1902, sur le rapport de M. le conseiller Rau et les conclusions de M. le procureur général Baudouin, a suscité un vif mouvement dans la doctrine et une grosse émotion dans les milieux littéraires et artistiques » (Rapport Vaunois).

C. — Le troisième paragraphe dit que le droit accordé par la loi au conjoint survivant peut être soumis à réduction. Cette disposition provient du désir du législateur d'améliorer la situation du conjoint, désir tempéré par la crainte de porter atteinte à la loi des successions et particulièrement aux dispositions protectrices des héritiers les plus favorables. La loi renvoie aux articles 913 et 915 du Code pour fixer les cas où il y aura lieu à réduction. Peut-être l'article 1094 règle-t-il plus expressément la quotité disponible ; mais il suffit de se reporter aux débats de la loi pour se convaincre que s'il y a erreur de la part du législateur, l'erreur fut concertée.

D. — Le paragraphe 4 formule la déchéance contre le conjoint indigne et contre le conjoint qui se remarie.

Tel est l'ensemble des dispositions de la loi relatives au conjoint survivant.

E. *Des héritiers.* — Le paragraphe 5 complétant les dispositions du paragraphe 4, réglemente la dévolution du droit d'auteur aux successibles. Le droit commun est formellement appliqué, le droit d'auteur n'échappant pas aux lois de la réserve (V. Rapport suppl. Perras).

F. *Des cessionnaires.* — Dans tous les cas, dit le paragraphe 6, le cessionnaire peut compter sur une période fixe de cinquante ans à dater de la mort de l'auteur.

Des créanciers. — Les œuvres imprimées et publiées aussi bien que les sommes provenant de l'exercice du droit, peuvent être saisies au profit des créanciers, comme tous les autres biens de l'auteur.

CHAPITRE III

CRITIQUE DE LA LOI DE 1866 — LACUNES.

L'accueil favorable réservé d'abord à la loi du 14 juillet 1866 n'a pas tardé à laisser place à des réserves prudentes, à des critiques vivement énoncées. A notre époque de codification à outrance, les textes de 1791, sur les représentations dramatiques, de 1793 et de 1866 sur la propriété littéraire, ont bientôt paru constituer une législation un peu maigre. Une fois de plus a éclaté, avec la vérité du lieu commun, la nécessité de soutenir que le droit ne peut être considéré comme une science morte, mais, de préférence, comme un ensemble de principes qui, destinés à s'adapter aux multiples exigences de la vie sociale, doivent aussi en suivre, pas à pas, l'évolution.

En matière de droits d'auteur, la jurisprudence n'a pas failli à sa tâche. On peut dire qu'elle a eu tant de fois à intervenir que, non seulement elle a complété la loi, mais encore qu'elle en a démontré l'insuffisance ; car, ayant pour fondement et pour mobile la notion d'intérêt général, mais, suivant cas par cas l'évolution, la jurisprudence, pour aussi souple qu'elle soit, ne peut qu'indiquer une direction. Parfois, il ap-

paraîtra combien il serait désirable d'avoir une législation fixe, suivant de moins loin les progrès de la civilisation, les modifications de la vie sociale, les tendances aux réformes.

*
* *

I. — *Critique du principe même de la loi. Durée du droit d'auteur.*

La loi de 1866 a conservé la division du droit d'auteur en deux périodes : la première est réglée sur la vie de l'auteur ; la seconde à partir du décès de l'auteur, admet un délai de jouissance des héritiers, fixe, uniforme, de cinquante ans. Est-ce justice ? Cette disposition de principe a été très souvent, très vivement critiquée.

Puisqu'il s'agit ici du droit dans ses conséquences pécuniaires, n'est-il pas étrange que l'exploitation commerciale des productions intellectuelles soit plus ou moins étendue suivant que la vie de l'auteur est elle-même plus ou moins étendue, suivant aussi que l'œuvre date de la jeunesse, de la maturité ou des dernières années de sa vie ?

Du moment que la loi se règle sur la longueur de la vie de l'écrivain, c'est-à-dire sur une période tout à fait aléatoire, incertaine, il en résulte une inégalité choquante dans la valeur du droit lui-même. Le droit est le même pour tous, mais son estimation en bénéfices varie du tout au tout, selon les cas. Un auteur qui produit dès vingt ans, comme Hugo, et qui vit quatre-vingt-

trois ans, en dehors du profit personnel, transmet à ses héritiers les fruits accumulés qu'il aura tirés de l'exploitation de ses œuvres. La durée de sa vie lui permet une expérience utile des conditions favorables à inscrire dans un contrat d'édition ; la célébrité augmente plus vite et plus facilement qu'elle ne se fonde : des ouvrages qui ne sont que des essais profitent, en librairie, de la gloire qui s'attache justement aux chefs-d'œuvre. Bref, un Hugo est un heureux commerçant. Au contraire, tel autre, comme Hérold, mourra prématurément. Il ne jouira pas lui-même du fruit de ses travaux. Il n'aura pu ni organiser son exploitation commerciale, ni vendre d'un prix croissant ses manuscrits, ni par suite transmettre à ses enfants les bénéfices d'un héritage d'homme de génie. Entre ces deux cas, il y a la différence extrême si l'on veut, mais possible, donc insupportable, d'un demi-siècle de jouissance. Quand l'œuvre d'un Hugo tombe dans le domaine public, l'exploitation en librairie est quasi-épuisée et le rapport pécuniaire se traduit par une fortune considérable au bénéfice des héritiers ; quand celle d'un Hérold naît à la gloire, compagne moderne de la fortune, elle n'appartient plus, elle n'a jamais rien rapporté aux enfants. (L'œuvre du célèbre compositeur Hérold, mort à 41 ans, en 1833, n'est bien entendu citée ici qu'au titre d'exemple type).

On s'est demandé s'il ne serait pas préférable d'assigner au droit d'auteur une durée invariable — cinquante, quatre-vingts ans, un siècle, ou plus — à partir

de la première publication. M^r Pouillet, partisan de cette réforme cite les avantages de la loi italienne qui, par exemple, assigne au droit d'auteur une durée de quatre-vingts ans, sans distinction entre le temps de jouissance de l'auteur et le droit de jouissance de ses héritiers. M. Laboulaye qui disait que si le droit des auteurs n'était pas une propriété, il fallait purger le langage d'un mot inexact et la jurisprudence d'une idée fausse, a plaidé en faveur de cette réforme avec beaucoup de netteté et d'éloquence : « Une durée fixe et qui dépasse de beaucoup la vie probable de l'auteur, me semble un règlement à la fois plus juste et plus moral. Pour le public, qui ne connaît pas l'homme et ne voit que l'ouvrage, qu'importe que l'auteur soit vivant si le livre est mort et sans intérêt, et si au contraire le livre est vivant, si le lecteur y trouve plaisir, instruction, profit, qu'importe que l'auteur n'existe plus ? ou plutôt cette mort, avancée peut-être par le travail dont nous jouissons, ne donne t-elle pas une raison de plus pour assurer aux enfants cet honorable héritage que la postérité paye volontairement à ceux qui ont usé leur vie pour lui plaire et l'éclairer ? ».

Est-il besoin de souligner que, sous ce point de vue, la solution du problème offre autant de difficultés. Pour assigner à toutes les œuvres la même durée, il faut trouver pour toutes un point de départ fixe. Or même pour les œuvres littéraires (dont le *Journal de la librairie* annonce l'apparition), il n'est pas toujours possible ou

facile de fixer le point de départ du délai. La naissance d'une œuvre, à moins qu'elle ait fait époque, devient imprécise dans l'éloignement du passé. L'imprimé peut n'avoir pas été daté ; l'éditeur a disparu, le dépôt a été omis ; comment donner l'authenticité à la publication ? Comment sera calculé le délai pour les correspondances des écrivains publiées après leur mort ? Le faire partir de la date de chaque lettre est absurde. Pour un dessin, un tableau, une statue le problème paraît insoluble. Certes, il est évidemment moins difficile de retrouver l'acte de décès d'un auteur.

Quoi qu'il en soit, bien que la réforme du point de départ du délai s'impose, le remède proposé rencontre beaucoup de contradicteurs. Il y a cependant une iniquité à faire disparaître de l'ancien système, quelles que soient les difficultés constatées dans la thèse-remède. En vain peut-on répéter avec M^e Vaunois : « On a légiféré plus dans l'intérêt de l'auteur qu'à l'occasion du bien créé par lui. Le droit est plutôt personnel que réel. Cette règle ressort de la rédaction traditionnelle de nos textes. Elle est conforme à la raison » (Rapport Vaunois, déjà cité). On ne peut vraiment conclure avec lui, contre l'équité : « Il n'y a pas à la changer ».

*
* *

Dans l'hypothèse où la division actuelle du droit d'auteur serait conservée, la période de jouissance des héritiers doit-elle être maintenue telle quelle, ou pro-

longée, ou transformée et comment ? C'est à peu près dans ces termes que les revues littéraires comme *le Censeur* ont posé la question aux lettrés intéressés. Sans nier l'intérêt, l'à-propos et le résultat d'une pareille enquête, nous devons reconnaître avec M. Vaugeois que c'est à peine renouveler une série de controverses déjà vieilles. Ici, comme en bien d'autres matières, tout a été dit : « Des thèses très vieilles vont défiler sous nos yeux avec un costume éternellement rajeuni. » Les moniteurs officiels contiennent déjà et très plaisamment exposés, les arguments des plus récentes enquêtes. Nous avons eu l'occasion, dans l'exposé historique de notre étude, de citer parfois des extraits des orateurs parlementaires : nous n'insisterons pas. D'autant qu'il est impossible de prendre parti, avant comme après la lecture de ces longs discours, faute d'arguments décisifs. Nous en dirons autant des protestations multiples du Syndicat des sociétés littéraires et artistiques, de la Société des gens de Lettres, du Cercle de la Librairie, de la Société des compositeurs. On ne peut répondre à ces compilations d'arguments et de faits, qu'en essayant de mettre un peu de clarté dans le débat.

Le premier objet des lois de protection du droit d'auteur est d'assurer à l'auteur les moyens de vivre. Les productions d'un artiste, grâce à l'aliénation du manuscrit, grâce aux contrats avec l'éditeur lui assurent cet avantage matériel et pécuniaire.

Si le contrat était viager, l'éditeur offrirait naturellement un prix dérisoire. Il importe donc, pour faciliter les contrats portant pour clause fondamentale le droit de reproduction, de garantir à l'acheteur un monopole se prolongeant après la mort du vendeur. Selon la durée du monopole, l'auteur obtiendra évidemment des conditions plus ou moins favorables. C'est, en dehors de toute considération des héritiers, le motif qui a poussé le législateur à créer au bénéfice de l'auteur un droit dépassant les limites de son existence. Nous avons vu comment, selon l'époque, selon les besoins de l'écrivain augmentant en même temps que son indépendance, le délai avait passé de dix ans à cinquante ans. Par cette disposition de la loi, la condition de l'auteur se fonde, gagne en dignité ; le métier, sans cesser d'être en principe l'art de conquérir la renommée, devient une honorable profession.

Le droit est exclusif ; il n'y a pas de vraie protection sans ce caractère du droit. Seul, l'auteur doit pouvoir passer marché avec un éditeur qui, seul, sera assuré de pouvoir reproduire l'œuvre et l'exploiter, sous certaines conditions prévues. Le délai de dix ans était ridiculement court. Étant donné le développement de la production moderne, le délai de cinquante ans est-il suffisant ? Il apparaît que, si certains livres de grande valeur gardent une jeunesse quasi-éternelle, la plupart des œuvres ne durent pas, sans épuiser leur intérêt, au delà d'un demi-siècle. Enregistrons donc cette nécessité

qui se fait sentir pour les chefs-d'œuvre, d'une législation nouvelle qui modifierait le régime actuel. La production littéraire contemporaine, souvent décriée, mérite cependant qu'on n'y attache pas une attention distraite. Il est bon de constater qu'à côté d'une littérature affairée, courtisane de la mode, il y a toujours de nobles esprits et de nobles travaux, dont on peut dire qu'ils portent aux générations immédiates une récolte fertile. Enfin, lorsqu'on pense à protéger les lettres par des lois, ne faut-il pas prévoir le chef-d'œuvre et légiférer quand même pour lui, surtout pour lui ?

Ce serait toutefois trahir l'esprit de notre essai que de ne pas reconnaître que l'évolution moderne qui entraîne l'humanité dans la lutte, emporte les littérateurs à cultiver des genres éphémères. La littérature comprend des séries d'ouvrages que la loi protège et dont le caractère passager ne mérite pas un tel souci. Le *Journal de la librairie* et ses statistiques nous fixent sur le caractère momentané d'une production surabondante. Le dépôt légal enregistre chaque année, selon une marche croissante, environ vingt mille publications. On décompose ce chiffre en douze mille ouvrages de littérature, dix mille publications musicales, mille gravures. De ces feuilles imprimées, de ces brochures, de ces maquettes, de ces livres d'actualité, de ces compilations démodées dès le lendemain, combien survivent non pas à l'auteur, mais à la saison ? Cette production n'a dans l'esprit du producteur que la valeur pécuniaire

que verse, ou la caisse du journal ou celle de l'imprimeur. La littérature d'information est-elle encore de la littérature ? Elle a cependant sa clientèle. Les affaires, qui prennent à l'artiste une part de son temps et quelque peu de son inspiration, obligent les lettrés eux-mêmes à s'instruire au plus court. On trouverait fastidieux un Homère, on se satisfait à bon compte par la lecture des feuilles quotidiennes, où l'article bref, le compte-rendu condensé dispense d'une fatigue cérébrale. On reconnaît encore, selon le mot de Pailleron, une revue sérieuse à ce fait qu'elle n'est pas découpée. L'esprit moderne recherche la brièveté : le conte, la nouvelle, un mot suffisent à l'entretien quotidien du cerveau. Le peuple lit des feuilletons : le romancier à la ligne, gagne des fortunes et, dit-on, a des ateliers de composition anonyme. Xavier de Montépin a plus de lecteurs que Paul Bourget : les intrigues romanesques ont plus de fidèles que les hautes pensées ou les beaux vers. Supprimons, par la pensée, l'instruction secondaire, dont la décadence n'est peut-être qu'une évolution, et le commerce des génies classiques tombe à rien. Les ouvrages qui défient le temps ne sont lus que par des professionnels et bien peu, parmi les œuvres historiques ou les livres d'érudition, ne peuvent échapper au dédain de la génération qui suit leur apparition. La méthode historique a l'air de se renouveler avec la mode. C'est surtout dans le domaine de la science que des découvertes ruinent les théories du livre d'hier : la succession des

manuels de chimie peut être citée comme exemple. Au point de vue commercial, il faut passer condamnation ; la valeur marchande des ouvrages d'imagination, d'histoire, d'érudition, de science est complètement épuisée, quelques années après la mort des auteurs. A cet égard le délai de cinquante ans paraît exagéré.

Que gagnerait donc l'auteur à pouvoir assurer à son éditeur un monopole d'exploitation plus étendu ? Le prix de vente du manuscrit s'élèverait-il ? C'est douteux.

Le bénéfice des auteurs n'augmenterait pas sensiblement : ils le savent si bien que, déjà attentifs à augmenter leur profit particulier, ils adoptent généralement la forme de contrat d'édition qui transfère les droits futurs à l'éditeur lui-même. Les héritiers de l'auteur ne peuvent plus compter sur un bénéfice, pendant le cinquantenaire, à moins que l'œuvre, ce qui est l'exception, ne soit une de ces productions éternelles, dont la rareté est si regrettable.

*
* *

La prolongation de la durée du droit d'auteur aurait-elle du moins quelque avantage pour les héritiers ? Sauf pour les œuvres qui conservent exceptionnellement la même vogue pendant un siècle, il est certain que le peu d'intérêt qu'aurait, au bout d'un certain nombre d'années, pour les héritiers bénéficiaires ou cessionnaires, une nouvelle publication, même des œu-

vres les plus intéressantes ou les plus utiles pour un certain nombre de lecteurs, sera le plus souvent la cause de la disparition presque complète de ces œuvres. Nous verrons plus tard que si l'auteur peut y perdre, les héritiers n'y rien gagner, il n'en est pas de même du domaine public d'abord, du public ensuite et par conséquence.

Ecartons tout de suite l'idée de reconstituer des majorats littéraires. Il ne peut être question d'augmenter le bénéfice des héritiers en interdisant à l'auteur la cession de sa propriété ou en la limitant. L'intérêt de certains héritiers reste et restera secondaire.

Devons-nous tenir compte de la qualité des héritiers et admettre des cas particuliers de prolongation ?

Pour le cas où l'auteur laisse des héritiers en ligne directe ; les lois antérieures à la loi du 14 juillet 1866 avantageaient les enfants. Peut-on revenir à ce système ?

Il obligerait le législateur à protéger les bénéficiaires en déclarant le droit prolongé inaliénable avant la cinquantième année écoulée depuis la mort de l'auteur. Il faudrait que le droit revînt à ce moment à la famille qui l'exploiterait pendant la durée de la prolongation. Ces réserves constituent une conception compliquée, peu en harmonie avec les tendances modernes et entraîneraient du vivant de l'auteur des embarras dans les conventions avec l'éditeur. L'exploitation elle-même s'en ressentirait ; en approchant du moment où son monopole

expirerait l'éditeur négligerait l'exploitation d'une œuvre qui pourrait ne pas lui être confirmée par les descendants. Cette perspective, en lui commandant un genre de prudence entraînerait pour l'auteur de graves inconvénients. La vente, moins soutenue d'un volume, la réputation et le bénéfice matériel fléchissant, le droit des héritiers diminuant de valeur, tels seraient les effets regrettables de cette innovation. Concluons donc avec le rapport Vaunois : « Si l'on doit continuer le mouvement en avant qui au cours du xix^e siècle a amené par périodes successives, la prolongation du droit des héritiers de dix à cinquante ans — beaucoup d'esprits y voient des avantages sans inconvénients bien sensibles — la solution logique ne sera atteinte que par une mesure générale sans faire acception des divers degrés de parenté et sans aucune clause d'inaliénabilité. »

Au point de vue de la durée la loi de 1866 ne semble présenter d'autre lacune à combler que l'inégalité du sort des auteurs selon qu'ils meurent jeunes ou âgés. Toute autre réforme ne paraît pas s'imposer avec la même force. Quand nous examinerons les projets d'amélioration qui ont été formulés depuis cinquante ans, nous constaterons peut-être qu'il faut prendre en considération des conceptions radicalement contraires à la loi de 1866, mais si le point de vue de la loi actuelle est accepté, elle échappe à des critiques de détails qui, pour

être parfois séduisantes, n'entraînent pas l'adhésion par leur force logique.

*
* *

II. — *Sort du droit d'auteur sous le régime de la communauté.*

La loi de 1866 traite-t-elle avec une pareille autorité du sort du droit d'auteur sous le régime de la communauté? C'est le point le plus controversé. Nous avons, en exposant les termes de la loi, indiqué l'incertitude où l'on se trouve pour en déterminer le sens exact. En fait la Cour de cassation a décidé que la propriété littéraire était soumise aux règles ordinaires des régimes matrimoniaux et faisait partie de l'actif de la communauté, comme tout autre produit de l'industrie des époux. Le dernier arrêt rendu en 1902 sur le rapport de M. le conseiller Riau et les conclusions de M. le procureur général Baudouin a suscité des controverses et des discussions juridiques dont le résultat sera, sans doute, qu'un texte spécial interviendra pour modifier la loi. Pour faire comprendre la question, dans ses détails et dans son intérêt, qu'il nous soit permis d'opposer l'arrêt de la Cour de Paris à l'arrêt de la Cour de cassation et les idées dominantes des notes de M. Lyon-Caen et de M. Ambroise Colin.

M. Lyon-Caen pose ainsi la question dont il s'agit : « Le droit d'auteur désigné dans l'usage sous le nom de propriété littéraire ou artistique portant sur des œuvres publiées durant le mariage par l'un des époux, tombe-

t-il sous le régime de la communauté réduite aux acquêts dans l'actif commun et par suite ce droit doit-il, en cas de dissolution de la communauté, être compris dans la masse à partager entre les deux conjoints ? »

La Cour de cassation, on le sait, a résolu cette question par l'affirmative, reconnaissant au droit de l'auteur, dans les circonstances de la cause, la qualité de bien commun. L'arrêt de la Cour d'appel du 1^{er} février 1900 cassé par la Chambre civile, avait rompu avec la jurisprudence alors établie, et remontant à un arrêt de la Chambre des requêtes du 16 août 1880.

Pour M. Lyon-Caen la doctrine qui fait du droit d'auteur un propre, quant aux œuvres publiées pendant la communauté d'acquêts, viole à la fois les règles de la communauté d'acquêts et celles de la propriété littéraire et artistique. C'est là, très nettement exprimée, l'opinion inverse de celle que M. Saleilles a savamment soutenue dans sa note relative à l'arrêt de la Cour d'appel du 1^{er} février, dont il approuve la solution presque sans réserves (S. et P. 1900.2.121).

Demeurant dans le domaine des idées générales, M. Lyon-Caen dit que la solution à donner, a ses racines dans les mêmes principes, qu'il s'agisse de la communauté légale ou réduite aux acquêts. Or : « Le droit d'auteur est incontestablement un droit mobilier. Aussi est-il, à défaut de stipulation spéciale dans le contrat de mariage, régi par les règles générales qui, sous les régimes de communauté, s'appliquent aux biens meubles. »

Par conséquence, sous le régime de la communauté légale, quelle que soit l'époque de la publication des œuvres qui en sont l'objet, le droit d'auteur est un bien de communauté.

Sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, le droit d'auteur est lui-même un acquêt, comme produit du travail de l'époux auteur, mais pour les seules œuvres publiées au cours du mariage. Par contre, est un propre tout produit pécuniaire rapporté par une œuvre publiée avant le mariage.

Logiquement, comme le fait remarquer M. Lyon-Caen, la Chambre civile admettrait cette dernière solution si la question lui était posée, puisque, en tête de ses motifs, est exprimé le principe que le droit d'auteur est soumis aux règles générales du Code civil, en tant qu'elles sont compatibles avec la nature du dit droit.

La discussion ainsi orientée, il paraît vraiment difficile de soutenir que la propriété littéraire et artistique n'est jamais un bien de communauté.

Un des premiers arguments dont on s'est servi pour refuser au droit d'auteur toute aptitude à devenir commun n'apparaît pas comme doué d'une grande portée. Le droit d'auteur, dit-on avec l'arrêt de la Cour d'appel (1^{er} février 1900), malgré le nom de propriété qu'on lui donne dans l'usage, n'est pas un droit de propriété ordinaire, mais un droit exclusif d'exploitation d'une nature spéciale et limitée à un certain temps.

Une autre raison toute différente a été donnée, se

rattachant aussi à la nature du droit d'auteur. « Cette raison spécieuse, présentée avec beaucoup d'ingéniosité par notre savant collègue M. Saleilles... repose sur une confusion que la Chambre civile a parfaitement su dé mêler » (Lyon-Caen).

Voici comment raisonne M. Saleilles. L'actif commun est composé de droits qui y sont incorporés par le fait de la cession que l'époux auquel ils appartiennent en consent pour partie à son conjoint. Cette cession générale, résultant d'un régime réglé par le Code civil, ne peut porter que sur des droits pécuniaires et cessibles comme n'étant pas attachés à la personne. Or, prétend-on, le droit d'auteur est un droit personnel, fait indiscutable tant que l'œuvre n'a pas été publiée, et même après la publication, puisque l'auteur conserve la faculté d'empêcher la transformation de son œuvre et d'exiger des modifications utiles et nécessaires ; bien plus, il peut aller jusqu'à la supprimer, sauf bien entendu les droits cédés par lui. L'auteur peut donc, soit en ne publiant pas, soit en supprimant son œuvre, enlever toute valeur à ce droit dont on veut faire un élément de communauté. Comment donc l'évaluer pour un partage ?

M. Lyon-Caen reconnaît pour vraie une partie de cette argumentation, mais il importe quant à lui de circonscrire exactement la part à faire « aux idées qu'on dénature en les exagérant ».

En réalité le droit d'auteur est double. C'est d'abord

un droit exclusif de reproduction: l'auteur autorise et perçoit, seul, les profits pécuniaires qui en proviennent. Il s'agit d'un droit purement pécuniaire et parfaitement cessible, que l'on désigne souvent dans l'usage sous le nom de « propriété littéraire ». « C'est de lui seul que nos lois s'occupent » (Lyon-Caen). A côté de ce droit pécuniaire, l'auteur en a un autre non moins indiscutable et par sa nature, personnel et moral : « Ce droit dérive tellement de la nature des choses qu'il existe, bien qu'aucune de nos lois ne s'en soit occupée, même pour le mentionner. »

Le droit moral, ajoute M. Lyon-Caen, n'est pas seulement indépendant du droit pécuniaire, en ce qu'il subsiste au profit de l'auteur ou ses héritiers après la cession. Il l'est aussi au point de vue de la durée ; tandis que le droit pécuniaire est essentiellement temporaire, le droit personnel subsiste à perpétuité, même quand l'œuvre fait partie du domaine public.

Dès lors la conclusion est très simple ; nous la trouvons exprimée en termes clairs dans la note que nous étudions : « Si l'auteur a ainsi deux droits distincts, la solution à admettre paraît s'imposer. Il n'y a nul obstacle à ce que le droit exclusif de reproduction réglementé par nos lois tombe dans l'actif de la communauté. » Solution inverse pour le droit moral. Celui-ci cependant est bien cessible ? mais toute cession devra être faite expressément, à cause de son caractère très

grave ; cela n'a pas lieu dans le cas d'adoption d'un régime de communauté.

Quant aux difficultés en cas de dissolution et de partage de la communauté, il faut admettre à la réflexion qu'elles ne sont pas aussi grandes qu'on pourrait le croire.

Enfin M. Lyon-Caen fait remarquer :

a) Que par un singulier défaut de logique, des auteurs qui excluent le droit d'auteur de l'actif commun y font tomber le prix de la cession.

b) Que les adversaires de la doctrine de la Chambre civile ont cherché à la faire écarter en montrant les inconvénients auxquels nous conduit la reconnaissance du droit d'auteur comme bien de communauté, On montre qu'il est fâcheux après un divorce de laisser subsister l'indivision entre les anciens conjoints. Cet inconvénient sera évité si l'on reconnaît au droit d'auteur dans tous les cas le caractère de propre.

Mais, peut-on répondre, quand les époux ne s'entendent pas, une licitation est toujours possible.

Une conséquence de la solution donnée par la Chambre civile est que le conjoint non auteur, en cas de survie, se trouve être mieux traité que ne le serait le conjoint auteur lui-même. Le rapprochement des deux situations est choquant. Mais il faut y voir le simple effet inévitable de la combinaison des principes généraux avec les dispositions spéciales de la loi du 14 juillet 1866.

Les adversaires de l'arrêt de 1902 s'érigent en législateurs.

Les intéressés peuvent du reste facilement échapper à ces résultats en excluant de la communauté leurs œuvres littéraires. Finalement, en l'espèce : « le mari qui prétendait conserver à titre de propres, ses œuvres, même publiées depuis le mariage, n'avait qu'à s'en prendre à lui-même de n'avoir pas été prévoyant » (V. Note Lyon-Caen, *Recueil des lois et des arrêts*, Sirey, 1902, 1^{re} partie, p. 305 et suiv.).

*
* *

La remarquable étude que nous venons de résumer, adopte les conclusions rigoureuses de la Cour de Cassation. Cette théorie avait déjà été acceptée et commentée, avec une haute autorité, par M^e Charles Chenu dans sa thèse (1881, p. 171 et suiv.). Il n'en est pas moins possible de montrer, que la jurisprudence a définitivement abandonné le système qui consiste à résoudre affirmativement la question, en assimilant purement et simplement le droit d'auteur à un meuble incorporel tombant nécessairement, comme tel, dans l'avoir commun des époux. Les importantes concessions de la Chambre civile (arrêt du 25 juin 1902) entraîneront logiquement la jurisprudence à s'y rallier dans l'avenir. La dissertation de M. Ambroise Colin que nous allons étudier, le démontrera nettement.

M. Ambroise Colin, après un rappel de la jurispru-

dence antérieure, énonce à peine l'espèce et la solution qui lui est particulière. Il s'en détache de suite pour généraliser. « Le droit d'auteur, lui-même, indépendamment des bénéfices pécuniaires réalisés par l'exercice de ce droit, en d'autres termes le droit de consentir à l'avenir à des reproductions, à des reprises ou à de nouvelles éditions tombe-t-il dans la communauté réduite aux acquêts comme produit de l'industrie des époux lorsqu'il s'agit d'œuvres postérieures à la conclusion du mariage ? »

Il découlerait de cette conception des conséquences bizarres : l'époux auteur survivant ne jouirait que pour moitié du droit d'exploiter son œuvre, l'autre moitié appartenant aux représentants de l'époux commun prédécédé !

L'auteur, allègue-t-on, n'a qu'à être prévoyant et à prendre ses précautions dans son contrat de mariage. Mais on doit remarquer qu'il y a une hypothèse qui se réalise assez fréquemment, où la théorie du droit d'auteur commun se trouvera en défaut : c'est le cas où, au moment du mariage, aucun des époux n'est auteur. Que reprocher alors au futur auteur ? De n'avoir pas prévu qu'il le serait ?

Mais raisonner ainsi serait faire œuvre de législateur. « C'est dans l'analyse intime du droit d'auteur qu'il convient, avant tout, de chercher la solution de la difficulté présente. »

M. A. Colin passant en revue les principes invoqués

par les adversaires de la jurisprudence confirmée par l'arrêt de 1902, les groupe en trois systèmes différents.

D'abord le plus radical, celui de la Cour de Paris : prédominance absolue du caractère personnel et moral du droit d'auteur qui, par conséquence, restera toujours propre à l'époux.

Un autre système est celui soutenu autrefois par Bertauld. Il s'appuie sur la loi de 1866 ; faisant sa part à chacun des deux caractères du droit d'auteur, on déclare que durant la vie de l'auteur, le caractère personnel l'emportant en fait, le droit reste propre. L'auteur mort, rien ne met plus obstacle à l'entrée en communauté.

Enfin le système de M. Saleilles auquel fait déjà allusion M. Lyon-Caen. Du vivant de l'auteur toujours double caractère du droit. Ce dernier étant néanmoins par son côté pécuniaire dans le commerce, est susceptible de tomber en communauté ; mais ce droit de la communauté n'est que virtuel et ne peut devenir effectif que si l'auteur meurt le premier : son droit personnel cesse alors d'être un obstacle. Si l'auteur survit maître de son droit, le droit virtuel de la communauté s'évanouit définitivement.

C'est en somme le système Bertauld avec toutefois une nuance importante. Pour ce dernier le droit de l'auteur vivant, même en cas de cession, est toujours hors du commerce et il devient invariablement patrimonial par le fait de son décès. M. Saleilles, au con-

traire, prétend que la cession faite par l'auteur lui-même « a appelé au premier plan le côté patrimonial de ce droit mixte qu'est le droit d'auteur et le prix de cession sera sans réserve tombé dans la communauté ».

M. A. Colin puise de nouveaux arguments dans les termes mêmes de l'arrêt de la Chambre civile.

Cet arrêt, malgré tout, reconnaît que l'auteur conserve par devers lui, un droit personnel exclusif, intangible, « inhérent à sa personnalité même » (arrêt 1902), qui se traduira « notamment par la faculté de modifier à son gré sa création, voire même la supprimer... pourvu qu'il n'agisse pas dans un but de vexation à l'égard de son conjoint ou de ses représentants » (Note Colin).

De plus, la Chambre civile ajoute que le droit d'auteur est soumis aux règles du Code civil « en tant qu'elles sont compatibles avec la nature particulière du dit droit ». Ces constatations « aboutiraient d'abord à faire justice des prétentions du mari sur l'œuvre de la femme auteur, au cas où l'on prétendrait faire application à cette œuvre du droit commun de l'autorité maritale ».

En ce qui concerne la mise en communauté du droit d'auteur, la Cour de cassation pourra quelque jour se voir entraîner à des conséquences « diamétralement opposées à sa jurisprudence actuelle... par la logique du principe excellent qu'elle vient de formuler » (Note Colin).

Dans l'esprit de la Cour, le caractère personnel se

concilie parfaitement, jusqu'à ce jour, avec la mise en commun du droit d'auteur envisagé dans son exploitation économique. Mais « serait-il vraiment téméraire d'affirmer, nous dit M. Colin, que ces deux droits prétendument distincts, en réalité se confondent et ne font qu'un, au moins tant que l'auteur est vivant puisque de ces deux droits, l'un, le droit moral, aboutit à ruiner, à supprimer l'autre, le droit pécuniaire, lorsqu'il s'exerce dans sa plénitude ».

De plus, que penser d'un partage qui ne fait pas cesser mais commencer l'indivision ?

Autre raisonnement défectueux : celui qui est basé sur le caractère cessible du droit d'auteur. En effet les biens non cessibles ne peuvent entrer en communauté, mais cela n'autorise pas à conclure que tout bien, parce qu'il est cessible, et aussi mobilier, doit tomber dans la communauté. Ici M. Colin tire argument des conclusions du Procureur général lui-même. Ces dernières « admettent avec infiniment de raison que l'œuvre littéraire tant qu'elle est à l'état de manuscrit, reste en dehors de la communauté. » Il en ira de même évidemment pour une statue à l'état de maquette et pour une ébauche ; et cependant personne ne prétend qu'un manuscrit, une ébauche ou une maquette ne peuvent être vendus. C'est encore une concession dangereuse pour le système consacré en jurisprudence. Lorsqu'une édition autorisée par l'auteur, se trouve épuisée, est-il déraisonnable d'admettre que l'ouvrage est revenu à l'état de manuscrit ?

Et alors pourquoi appliquerait-on un traitement spécial au droit de consentir à une réédition, « ce qui est à proprement parler tout le droit d'auteur ». Pourquoi ne pas régler celui-ci de même façon que le droit d'autoriser la première publication ?

Passant en revue les arguments tirés de la loi de 1866, M. Colin en montre le peu de valeur en disant que les adversaires de la jurisprudence ont cru, eux aussi, trouver dans les travaux préparatoires de la dite loi la démonstration de leur thèse.

En outre, s'inspirant des conclusions de M. le procureur général Baudouin, on doit expliquer, par le sens donné à l'article 39 du décret de 1810, la phrase de l'article 1^{er} de la loi de 1866 dont la Chambre civile a tiré argument. Cette phrase relative à l'attribution de la jouissance au conjoint survivant, dit que cette attribution a lieu « quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté ». Le législateur de 1866 a voulu tout simplement améliorer le sort du conjoint survivant tel qu'il était réglé par l'article 39 du décret de 1810, qu'il faut interpréter comme subordonnant les droits du conjoint survivant à l'adoption du régime de communauté.

M. Colin repousse aussi l'argument tiré de l'art. 1498 du Code civil, en découvrant une contradiction entre le droit commun des acquêts, par exemple l'art. 1527, et la loi de 1866 qui a voulu sauvegarder les droits de

tous les héritiers à réserve et non pas seulement des enfants du premier lit.

De plus, dans une société d'acquêts les époux ne mettent en commun que les revenus. Peut-on soutenir que les droits d'auteur sont un revenu ? « On en pourrait douter, même pour les sommes perçues durant le mariage. Bien imprudent serait le ménage qui établirait son train de vie sur le pied des profits de la période de production » (Note A. Colin).

Que dire du droit d'auteur *in abstracto*, indépendamment des profits pécuniaires ? « Ce bien incorporel est-il un produit de l'industrie ? N'est-il pas l'industrie elle-même de l'auteur ? (Surtout quand il s'agit d'une œuvre dramatique)... Comme l'a dit M. Saleilles : « Une œuvre est en cours de publication tant que l'auteur est vivant »... en somme, tout résiste à l'assimilation pure et simple du droit d'auteur aux acquêts » (Voy. note A. Colin, Dalloz, *Recueil général*, 1903, 2^e partie, p. 1 et suiv.).

Nous insisterons particulièrement sur les conclusions de M. Colin et si l'on doit choisir, en l'absence de la construction juridique qui serait nécessaire, avec lui, « nous avouons nos préférences pour le système le plus simple et le plus radical : celui de la Cour de Paris. »

Le droit d'auteur doit être propre, toujours.

Il faut repousser l'idée d'un droit virtuel de la communauté qui naîtrait à la dissolution de cette dernière.

La nature du droit d'auteur s'oppose à ce que le non auteur puisse, à un moment, être propriétaire.

Enfin la réaction qui s'opère contre l'exagération des droits attribués en 1866 à l'époux survivant apparaît comme légitime.

Dans une thèse de doctorat très remarquée, M. Léon Bérard a soutenu la même thèse de l'exclusion du droit d'auteur de la communauté, avec cependant certaines restrictions pour le cas où l'auteur aurait lui-même cédé son droit au cours de la communauté.

Ajoutons que la Conférence des avocats s'est à deux reprises attachée à l'étude de cette question passionnante et que, après avoir tranché une première fois (15 mars 1903) par l'affirmative la question qui lui était posée en ces termes : « Le droit de l'auteur sur son œuvre littéraire, artistique, ou musicale est-il, au point de vue du régime matrimonial, un bien de communauté ? » elle a, mieux inspirée, croyons-nous, répondu négativement à la question ainsi conçue : « Le droit de l'auteur sur ses œuvres publiées au cours du mariage, rentre-t-il dans l'actif commun aux époux ? » (30 mai 1903). — Il paraît certain qu'un revirement complet de la jurisprudence suivra, dans un temps plus ou moins long, celui partiellement réalisé déjà : mais, en présence des inconvénients graves que présente pour les auteurs l'application du système actuellement consacré, il est désirable qu'une intervention législative se produise à brève échéance.

La loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée, supprime bien certains inconvénients, mais augmente les anomalies. A la dissolution du mariage, la femme peut, en renonçant à la communauté, reprendre francs et quittes ses biens réservés (c'est-à-dire ceux qui proviennent des produits de son travail, art. 5 et 2 de la loi). Le droit d'auteur est un de ces biens ; la femme auteur aura donc au cours du mariage gardé comme libre salaire ses gains d'artiste ou d'écrivain et à la dissolution de la communauté elle conservera en outre son droit intact. Les défauts résultant de l'application du Code civil à la propriété intellectuelle disparaissent, en ce qui concerne la femme, tout en l'obligeant à renoncer à la communauté ; mais l'homme ne jouit pas des mêmes avantages. C'est donc l'inégalité dans le ménage au profit de la femme de lettres, quand on applique la loi du 13 juillet 1907, et aussi de la femme, au détriment de l'homme de lettres marié, quand on applique le Code civil.

Le syndicat des sociétés littéraires a présenté, en conséquence, une requête à M. le garde des Sceaux, ministre de la Justice, tendant à ce qu'une proposition de loi soit soumise aux Chambres, qui serait ainsi conçue : « Le droit de propriété littéraire et artistique ne tombe pas dans la communauté ».

L'auteur administre son droit à son gré et en touche les produits au cours du mariage, si c'est le mari, en tant que chef de la communauté, si c'est la femme en exécu-

tion de la loi du 13 juillet 1907 : il faut que la loi, à la dissolution de son union, lui maintienne le même droit en son entier. Quand nous examinerons les projets de réforme proposés, nous verrons si, la justesse de ces réclamations étant dès à présent admise, des difficultés ne s'opposent pas à ce que l'on proclame purement et simplement que le droit d'auteur ne tombe pas dans la communauté.

Retenons seulement que la critique de la loi de 1866 est, sur le point envisagé, particulièrement fondée. Il y a lieu de modifier profondément les dispositions de la loi.

Quiconque étudie de près les résultats de la combinaison des principes de notre Code civil avec la loi du 14 juillet 1866, reste absolument convaincu, après avoir vainement cherché à les concilier, que l'accord ne peut se faire d'une façon pratique que par l'abrogation des principales dispositions de la loi de 1866. Nous allons constater maintenant que la conciliation est également impossible entre la loi de 1866 et la nouvelle loi successorale du 9 mars 1891 qui accorde au survivant des droits sur les autres biens de l'époux prédécédé.

*
* *

III. — *Mise en concordance des dispositions de la loi du 14 juillet 1866 relatives au droit du conjoint survivant sur les œuvres littéraires et artistiques du conjoint prédécédé et des dispositions du Code civil sur les droits de succession du conjoint survivant.*

La loi du 9 mars 1891 accorde au conjoint survivant,

non divorcé et qui ne succède pas à la pleine propriété, un droit d'usufruit sur la succession du prédécédé. Cet usufruit est au minimum d'un quart si le défunt laisse des enfants issus du mariage et au maximum de la moitié. Ainsi est réparé un oubli du titre du Code civil sur les successions.

Mais d'autre part nous savons que la loi du 14 juillet 1866 accorde, par préférence aux héritiers et dans les limites des cinquante ans, une jouissance intégrale des droits d'auteur au conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial adopté par les époux.

La combinaison des deux textes prête aux controverses. La difficulté avait été signalée dès les travaux préparatoires de la loi de 1891. M. Ch. Lyon-Caen dans un article publié dans le journal *Le Droit* le 31 mars 1890, concluait qu'il n'y avait qu'à effacer le privilège consacré en 1866 pour les veufs ou veuves des auteurs et à se contenter pour eux du texte général qu'on allait adopter. Mais les instigateurs de la réforme jugèrent imprudent pour son succès d'y rattacher la modification d'une loi d'un caractère spécial : le rapport présenté au Sénat par M. Delsol déclara que la loi de 1866 continuerait à recevoir son application. C'est dans ces conditions que le vote du nouvel article 767 du Code civil a créé une situation presque inextricable en doctrine que, d'ailleurs, la jurisprudence n'a pas encore solutionnée.

Y a-t-il deux successions tout à fait séparées, l'une relative au droit d'auteur, l'autre comprenant le surplus

des biens, ou doit-on combiner au contraire les deux ordres de dévolution et de quelle manière pour ne léser aucune loi et aucun intérêt ? Plusieurs systèmes ont été soutenus et aucune solution ne s'est imposée. (Voy. article Lyon-Caen : *Le Droit*, 31 mars 1890. — Echange d'observations lors de la discussion au Sénat entre MM. Bozérien et Lacombe. *J. off.* du 3 décembre 1890, p. 1106 ; — Commentaires sur la loi du 9 mars 1891. M. Souchon, *Revue critique*, 1891, p. 223 ; M. Darras, *Le Droit d'auteur*, 1891, p. 39 ; — M^e Vaunois (*Annales de la propriété industrielle, art. et litt.*, 1891, p. 338 ; — enfin Rapport Vaunois, *Société d'études législatives*, p. 23 et 24.)

C'est ainsi qu'on est amené à critiquer la loi de 1866 qui fait de la veuve d'un auteur, une veuve privilégiée. Du moment que le Code a réglé, par une mesure générale, les droits du conjoint survivant, on ne voit pas pourquoi la veuve ou le veuf d'un auteur serait l'objet de dispositions particulières. Quelles raisons militèrent en 1866 en faveur de cette dérogation au droit commun ? Nous ne les jugeons plus valables. Nous pensons tous comme Jules Faure qui disait au Corps législatif : « Si l'on pense que la femme est reléguée trop loin dans l'ordre des successions, il faut, par une disposition générale, lui assigner un rang meilleur, mais non créer au profit de quelques veuves seulement, des droits exceptionnels ou exorbitants. » M. Morillot, à son tour, blâme sévèrement le trouble introduit dans l'ordre

successoral par le législateur de 1866 qui attribue la jouissance du droit au conjoint survivant et le préfère ainsi, même à l'enfant strictement réduit à sa réserve. Il convient de faire disparaître cette anomalie et de ne pas accepter le prétexte de cette prétendue collaboration dont parle l'exposé des motifs. M. Morillot écrit avec esprit : « S' imagine-t-on que les poètes, les philosophes, les artistes surtout, prennent leur femme pour la Muse qui inspire leurs travaux ? N'est-ce pas là une fiction singulièrement démentie par les faits ? Le mariage n'est-il pas le plus souvent, au point de vue de la production intellectuelle, une association fort inégale, où l'un des époux apporte tout et l'autre rien ? L'Histoire nous représente bien Molière soumettant parfois ses œuvres au jugement de Laforêt ; mais c'est un exemple dont on ne saurait tirer un argument, puisque celle-ci était sa servente, non sa femme. Et si l'hypothèse que la loi fait est improbable et forcée lorsqu'il s'agit de la veuve d'un auteur, elle devient plus étrange encore, quand il s'agit du veuf d'une femme auteur. Pour moi, j'ai peine à envisager sérieusement la situation de ce mari d'une reine défunte qui est censé, de par la loi, avoir collaboré aux œuvres de sa femme et qui, celle-ci morte, continue à être entretenu par elle à une sorte de pytanée posthume. Et d'ailleurs, quand même les fictions de l'exposé des motifs devraient être prises pour des réalités, y aurait-il dans cette association conjugale des joies et des douleurs, dans cet échange

intime de sentiments et d'idées, une collaboration dans le sens juridique, littéraire, artistique du mot ? Il est à peine besoin de dire que non. »

Ajoutons que la collaboration dont parle l'exposé des motifs existe dans toutes les professions. Elle est même plus réelle et appréciable dans les travaux de la terre, ou dans l'activité incessante du petit commerce, qu'à l'occasion de l'art ou de la littérature. Chez les gens de lettres, on rencontre de bons et de mauvais ménages, comme ailleurs. Si quelques femmes sont la Muse du foyer, bien d'autres hélas ! tiennent au rôle d'épouvantail ! Ce n'est que par contraste qu'il nous a été légué de celle de Socrate un impérissable souvenir. La loi attribue à toutes les veuves une part qu'elle a tâché de déterminer avec justice, dans les biens communs. Cela devrait suffire, semble-t-il. La compagne de l'écrivain ou du peintre n'a pas de titre à une bienveillance particulière. Or sa situation serait vraiment extrêmement bonne si, suivant les idées de M^e Vaunois, nous devons tenir pour absolument séparés et distincts les domaines respectifs de la loi de 1866 et de celle de 1891. Si ces deux lois s'appliquent cumulativement, sans se combiner, sans se modifier, l'héritage d'un auteur se composera de deux parties : les droits d'auteur attribués au conjoint par la loi de 1866 et tout le reste dont le conjoint aura le quart ou la moitié en usufruit.

Souscrivons à ces critiques très compréhensibles ; mais remarquons que si l'on examine l'intérêt de l'au-

teur, la division du droit après sa mort entre des nu-propriétaires et des usufruitiers pourra créer une situation difficile et aboutir, le plus souvent, à des différends ou à un partage. Ne serait-il pas désirable pour le soin de la renommée de l'artiste ou de l'écrivain, pour l'exploitation efficace de ses œuvres, de pouvoir attribuer, après lui, sa succession intellectuelle à une seule personne, le conjoint, considéré sauf disposition testamentaire lui déniait cette qualité comme animé du même esprit que l'auteur lui-même ? Malgré ces objections, dont la valeur est en somme surtout théorique, il ne peut se faire qu'on hésite à se prononcer contre l'usufruit total dévolu au conjoint.

IV. — *Lacunes de la loi du 14 juillet 1866. — Du droit moral.*

A côté des critiques dont la loi est l'objet, il faut tout naturellement signaler les lacunes qui proviennent de la découverte des points qui ne ressortissent ni au Code civil, ni même à la loi spéciale et qui semblent en dehors de toute règle usuelle. On a groupé ainsi toute une série de droits dont l'importance est incontestable sous l'étiquette un peu élastique de « droit moral de l'auteur ». Nous avons vu comment le droit moral, inaliénable et indépendant du droit pécuniaire, s'était trouvé consacré par la Cour de cassation dans l'arrêt du 25 juin 1902 (aff. Lecocq, plus haut notes Lyon-Caen et Colin).

Qu'est-ce que cet élément nouveau qui se mêle à la

nature du droit d'auteur? Le droit d'auteur a double face : c'est tantôt un droit personnel et moral, tantôt un droit cessible et pécuniaire. Le droit moral est celui qui rend l'auteur maître de l'œuvre qu'il a conçue, qui lui donne sur elle les pouvoirs les plus étendus. A vrai dire, on n'est pas d'accord sur les prérogatives attachées à ce droit moral. On conçoit cependant que l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique est investi de divers droits qui naissent en sa personne à l'occasion de cette œuvre et qu'il ne faut pas confondre avec la propriété dont elle est l'objet. En signant son œuvre, l'écrivain la fait sienne : il en prend la responsabilité ; il la soutient, il la défend contre le public ; sa réputation, son succès, sa personnalité sont liés à cette émanation de lui-même. Comme le nom est lié à la personne, ainsi le droit moral est expressément attaché à l'auteur, il ne peut en être détaché, ni transmis à un tiers, le droit moral est inaliénable. Ce droit moral mérite d'être étudié avec soin ; d'abord, à cause de son importance, si on le considère isolément, ensuite parce qu'il se mêle à des questions qui se posent en matière de propriété littéraire. Le négliger c'est renoncer à résoudre ces questions. Sous ce nom « de droit moral » on aperçoit une grande variété de facultés qu'il est bien difficile de grouper sous une dénomination commune. La plupart des principes ainsi posés peuvent se rattacher au respect dû à la personnalité de l'homme, c'est-à-dire, ici, de l'auteur. L'auteur a sur sa création une pleine

souveraineté avant, et même après la publication. Il exerce des droits pour sauvegarder un caractère concerté de son œuvre. Tous ces droits n'ont pas été consacrés par le législateur. Ce n'est pas une raison suffisante pour leur refuser toute protection ; en l'absence de loi il faut consulter l'équité. C'est ainsi que la jurisprudence l'a compris ; mais pourra-t-on s'en tenir à la jurisprudence ou une innovation juridique apparaît-elle nécessaire ? Un jour viendra, semble-t-il, où la théorie juridique du droit moral devra se formuler, mais l'état présent ne comporte qu'une affirmation pure et simple de son existence. Comment fixer les limites d'un droit mal défini ?

La théorie du droit moral est relativement récente ; elle est encore en formation. Elle se dégage peu à peu des règlements de détail, sans que nulle part on puisse encore en constituer la systématisation.

N'essayons donc pas de compléter la loi de 1866 par un texte définissant le droit moral. Contentons-nous de dire le nombre notable des applications particulières faites par les tribunaux et les Cours ; nous empruntons au rapport de M. Vaunois la liste éloquentة dans sa variété des principales, parmi les plus récentes.

Droit pour le littérateur de s'opposer à la divulgation de ce qu'il veut tenir inédit (inviolabilité des lettres missives : Cass., 9 juin 1883, D. P. 84, 1, 89, — interdiction du compte-rendu des pièces dramatiques avant la première représentation : Trib. Seine, 9 mai 1890, S. 90, 2, 199, —

inaliénabilité et insaisissabilité des œuvres inachevées : Trib. Seine, 27 juin 1906, aff. Mercie, *Gaz. Trib.*, 5 août). — Poursuite du plagiat, c'est-à-dire de l'emprunt de la pensée d'autrui sans en citer l'auteur ; les tribunaux sont allés parfois jusqu'à condamner le plagiat comme une contrefaçon partielle (Trib. Seine, 21 mars 1889 ; de même en matière artistique : Trib. Seine, 26 février 1906, Didier Pouget contre X). — Prohibition même au propriétaire d'un roman ancien qu'il n'a pas composé, de le publier comme nouveau en y mettant son nom à la place de celui de l'auteur (Seine, 10 mai 1899, *L'Eclair* contre Metenier). — Droit pour un collaborateur d'exiger que son nom figure, en tête du livre (Trib. Seine, 12 février 1897). — D'autres décisions ont été rendues à l'occasion de pièces dramatiques. — De même pour les peintres fondés à agir contre tout tiers détenteur d'un tableau où leur signature est effacée et remplacée par une autre (V. la série des aff. Trouillebert, notamment Paris, 14 janvier 1885, D. P. 86, 2, 24). Une loi du 9 février 1895 est venue réprimer par des peines correctionnelles les fraudes en matière artistique, mais elle ne prévoit pas tous les cas qui peuvent se présenter — Droit de poursuivre les contrefacteurs même quand l'auteur est tombé en faillite et dépouillé de l'exercice des actions relatives au patrimoine (Paris, 25 janvier 1887, 20 mars 1903). — Droit d'agir également même contre ceux qui ne sont pas contrefacteurs, notamment le cessionnaire ou l'éditeur à qui on interdira toute modifica-

tion dans la présentation de l'œuvre au public (modification consistant à donner à un livre sérieux une allure de réclame par l'insertion d'un chapitre de publicité : Trib. Seine, 17 décembre 1906, Fraser c. Mutual Life ; le *Droit d'auteur*, 1907, 100 ; — à reproduire par fragments un groupe d'animaux conçu comme un tout par le sculpteur : Trib. Seine, 29 octobre 1894) ; — à omettre deux dessins dans une série qui forme une histoire en images : Trib. Seine, 7 avril 1894, Doës c. *Illustration*, *Ann.*, 1894, 165 ; — à supprimer une partie de paysage qui forme un fond de tableau : Trib. Seine, 29 décembre 1896 ; — à changer les légendes et dialogues d'un dessin : Trib. Seine, 16 décembre 1899, Agnès dit A. Sorel c. Fayard, *Ann.*, 1900, 361). — Même droit contre les tiers qui copient une composition laissée dans le domaine public en la dénaturant (Trib. Seine, 4 mai 1903, Bouguereau, *Bibliog. de la France, chronique*, 19 décembre 1903, p. 209) (il s'agissait d'une tête de vierge reproduite isolément et dont l'attitude et l'expression ne se comprenaient plus en dehors de l'ensemble de la scène). — D'une façon générale, l'artiste exerce sa surveillance pour qu'on ne livre pas au public des reproductions infidèles et défectueuses (V. encore Trib. Seine, 2 juin 1904, Boreau c. Jourdan, le *Droit d'auteur*, 1904, 57).

Devant une interprétation si souple, si large, si complète, peut-on même dire, il convient de s'incliner. Malgré tout, en vue d'une codification future, on peut dé-

gager quelques caractères du droit moral, tirés des faits :

a) *Un caractère personnel*, ce qui n'implique pas que ce droit doive être viager. Si l'homme meurt, l'œuvre reste et, par elle, subsiste le renom du disparu : ce bon renom légitime appelle une survie du droit moral. Qui sera investi de ce droit ? Une personne quelconque recevant un mandat spécial. A défaut de légataire ou d'exécuteur testamentaire, la veuve et les héritiers héritent du droit moral.

b) *Indépendant de la propriété littéraire* ; il est susceptible d'être perpétuel (V. G. Huard, *Traité de la propriété littéraire et artistique*, p. 298) et de se transmettre à tous ceux qui, en prenant la défense du défunt, peuvent en même temps invoquer un intérêt personnel (Paris, 10 décembre 1850 ; Paris, 27 février 1866 ; Paris, 30 novembre 1888 ; Trib. Seine, 11 mars 1897).

Cependant la transmission du droit moral offre des difficultés. Qu'advient-il s'il s'agit d'un manuscrit inachevé, comme les « Pensées » d'un Pascal ? Les intéressés, pour aussi bien disposés qu'ils soient à soutenir la gloire du défunt, pourront-ils achever ou mutiler ou expurger ?

Dans l'état de la question, il est permis à la manière de M. Huard d'en sérier les différents côtés en les groupant sous des idées générales qui ressemblent ainsi à des commandements.

Par exemple :

A. — Tout homme a le droit de produire une œuvre littéraire ou d'art et de la manifester par un signe sensible, puis de la communiquer à autrui et de la publier, c'est-à-dire de l'offrir à quiconque désire en prendre connaissance.

B. — L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a le droit d'empêcher que d'autres personnes détruisent son œuvre, en faisant disparaître les exemplaires qui en sont l'expression matérielle et celui d'opérer lui-même cette destruction.

C. — L'auteur d'une œuvre de littérature ou d'art a le droit de la tenir secrète, ou en d'autres termes il a, seul, le droit de la communiquer à autrui.

D. — L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a le droit exclusif, sans la détruire, de la retirer de la circulation.

E. — Il ne faut attribuer la paternité d'une œuvre qu'à celui qui en est l'auteur.

Cette classification des cas, naturellement incomplète, a du moins l'avantage de donner une idée d'ensemble du luxuriant domaine du droit moral.

V. — Problèmes nés de la découverte, la fabrication et l'exploitation des appareils phonographiques et cinématographiques.

Les progrès incessants de la science et de l'industrie soulèvent, chaque jour, des difficultés juridiques bien délicates à trancher avec les textes et les principes de la

législation actuelle. Dans ces textes et ces principes, on n'a pas pensé, on ne pouvait prévoir des inventions et des découvertes qui, à nous reporter cinquante ans en arrière, semblaient inimaginables.

La réunion du phonographe et du cinématographe à peu près réalisée en ce moment fait, par exemple, apparaître un problème nouveau.

A ne considérer que le cinématographe, à l'origine les fabricants n'ont songé à « prendre » que la nature. Ils obtenaient des photographies animées : ils créaient de la propriété artistique. Bientôt ils ont composé leurs photographies ; ils se servent de figurants qui exécutent en pleine nature des « farces » comiques ou dramatiques ; enfin à la « tranche de vie » succède une véritable pièce impliquant, tout comme un ballet ou une pantomime, l'existence d'un scénario, donc d'un auteur, donc d'un droit d'auteur. Ils créent de la propriété littéraire.

Ces scénarios, d'abord de peu de valeur littéraire, ont envahi les scènes de théâtre. On a eu, petit à petit, l'idée de relever la valeur des « pièces » ainsi jouées et de demander à des auteurs d'écrire de nouvelles œuvres. Il faut s'attendre à voir représenter demain une œuvre d'un Capus ou d'un Lavedan, jouée par des artistes réputés (1).

(1) Deux sociétés existent déjà, qui se proposent comme but de monter de véritables pièces cinématographiques. L'une d'elles, la plus ancienne et, croyons-nous, la plus importante à tous égards, s'est constituée à l'instigation de M. Henri Lavedan. Elle s'est assuré

Le cinématographe, à côté du droit de l'artiste-photographe, laisse place au droit de l'auteur du sujet représenté. L'œuvre n'est plus purement mécanique ; elle s'accompagne d'explications imprimées sur le programme. Le « filin » va constituer une édition. La conférence internationale convoquée à Berlin pour le mois d'octobre 1908 à l'effet de reviser la convention de Berne, s'occupera de pareilles questions. Apportons à l'appui de cet exposé le jugement du Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre supplémentaire) du 7 juillet 1908.

Il s'agit d'un véritable procès de « contrefaçon » littéraire par le cinématographe des pièces de « Boubau-rache », de M. Courteline et du « Secret de Polichinelle » de M. P. Wolff.

Le Tribunal dit que les « filins » sont une « édition » de l'œuvre, protégée par la loi de 1793 et s'ils sont projetés en public, une « représentation » protégée par la loi de 1791 (V. le « Cinématographe et le droit d'auteur », Article de M^e Izouard, *Ann. de la prop. ind., artist. et litt.*, mai 1908).

Le concours de la majorité des auteurs vivants les plus connus et aussi des grands écrivains disparus en passant des traités avec leurs représentants. Pour la mise en scène, elle a recours à des acteurs tels que Mme Hartet, MM. Mounet, Le Bargy, etc. ; c'est exprimer suffisamment l'effort qui sera tenté, en vue d'un résultat aussi artistique que possible.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES PROJETS DE RÉFORME.

Le résultat direct des critiques formulées contre la législation actuelle, a été de faire naître des projets de réforme, que l'on peut ranger en deux classes : ceux qui ont pour but de substituer un nouveau système au système actuel ; ceux qui se contentent de modifier la législation actuelle. Nous étudierons successivement ces deux sortes de projets sans prétendre épuiser les variétés de rédaction de l'un ou de l'autre groupement. Nous retiendrons plus spécialement les projets de réforme les plus récents, pour ce qu'ils doivent nécessairement s'inspirer plus complètement des tendances les plus marquées dans l'évolution dont nous avons eu pour but de dessiner la courbe.

Première catégorie.

La première catégorie comprend les projets de loi dont le plus connu pour sa brièveté spirituelle est celui

d'Alphonse Karr : « article unique. La propriété littéraire est une propriété », c'est-à-dire les projets des défenseurs de la thèse de la propriété littéraire perpétuelle, par assimilation avec la propriété mobilière ou immobilière. Le bataillon de ces irréductibles a pu s'éclaircir, il n'est pas anéanti quoi qu'en pensent MM. Worms, Morillot, Ajam. Si des littérateurs comme M. Emile Bergerat persistent dans leur attitude intransigeante, des juriscultes logiciens conséquents autant que prudents écrivains comme M^e Chenu, ne sont pas loin d'accepter ce point de vue en dépit des difficultés, qu'ils tendent de démontrer plus apparentes que réelles.

Quelle est, au fond, la conclusion dernière de la thèse de M^e Chenu ? C'est qu'il faut préférer la perpétuité à la limitation du droit d'auteur.

Pourquoi ? parce qu'elle consacre le droit pour l'auteur de jouir, toujours, lui et les siens, de l'œuvre, fruit de son travail ; parce que les « impossibilités pratiques qu'on croit rencontrer » lorsqu'on fait passer les principes absolus dans la loi n'existent pas. Deux objections ont été faites au système de la perpétuité : aucune n'est insurmontable :

a) On excipe de l'impossibilité qu'il y aurait à répartir les produits d'une œuvre entre tous les héritiers après un certain nombre de générations. On excipe de l'inutilité de la perpétuité pour les auteurs et les héritiers.

b) On invoque le droit du public.

Réponse. — L'argument arithmétique de la pluralité des héritiers n'a rien de spécial à la propriété littéraire. Une licitation peut intervenir : elle est toujours possible : l'appréciation du droit d'auteur se fait tous les jours. Si la perpétuité ne peut empêcher de grands écrivains de mourir misérables, c'est tout au plus une absence d'avantage, plutôt qu'un inconvénient. L'intérêt des héritiers est le meilleur garant de l'intérêt général. Il y aura autant d'éditions qu'il sera nécessaire. La disparition de toute concurrence accroîtra-t-elle l'enrichissement et ralentira-t-elle les publications ? Non. La loi de l'offre et de la demande, seule, vaut en commerce. La faveur des lecteurs fixe le prix de vente d'un ouvrage. Dans les cas extrêmes et bien rares de négligence ou de mauvaise volonté des ayants droit, l'expropriation pour cause d'utilité publique pourrait être prononcée moyennant juste et préalable indemnité.

« Cette législation dont nous nous bornons à esquisser les grandes lignes, nous paraîtrait sauvegarder tous les intérêts. »

« L'insuffisance des décisions, l'hésitation devant les principes laissent trop de place aux incertitudes et aux fluctuations de la jurisprudence. »

« Il n'y a pas de danger à consacrer dans la loi positive un principe de droit et un principe de raison. »

Tous les projets de cette catégorie sont un retour au

droit commun. Tous n'ont pas la même allure de construction de pure logique.

Les infortunes de quelques personnes portant un nom illustre ayant frappé les imaginations, on a pensé à les soulager au moyen des revenus subsistants des productions du glorieux ancêtre. C'est une raison de sentiment.

Ou bien on a cherché à engager le législateur à recueillir des bénéfices pour fonder des œuvres d'assistance. Cette conception répond à nos idées les plus modernes d'assistance réalisée par la constitution de groupements, de syndicats, considérés pratiquement comme seuls aptes à tirer le meilleur parti possible du travail commun pour pourvoir, dans chaque branche de l'activité humaine, à des besoins auxquels l'État sera toujours moins capable de satisfaire. C'est une raison d'intérêt.

Quel que soit le point de départ, nous avons le projet d'organisation de la perpétuité du droit d'auteur sous le nom de *Domaine public payant perpétuel*.

Ce système de réglementation a pour principal défenseur M. Edouard Mack. Pour le présenter à la fois brièvement et complètement nous suivrons la pensée de M. Mack dans son rapport au Congrès de l'Association littéraire et artistique internationale de Berne de 1896 et dans son rapport complémentaire du Congrès de Weimar du 29 septembre 1903.

Il montre en principe, qu'en face des droits des au-

teurs, toutes les législations reconnaissent les droits du domaine public. Il met aussitôt en garde contre la confusion que l'on fait entre les droits du domaine public et ceux du public.

Il explique que le domaine public est loin de donner toute satisfaction au public ; qu'il profite presque uniquement à ceux qui veulent exploiter l'œuvre dont en réalité les héritiers ou cessionnaires de l'auteur se trouvent expropriés ; que le public enfin n'en retire peut-être qu'une très légère baisse de prix dans la vente de ces ouvrages.

Après avoir parlé des résultats qu'a donnés en Italie le régime du domaine public payant, il se déclare sans hésitation acquis à la réforme qui consiste, en soumettant purement et simplement au droit commun la propriété littéraire, dans toute la mesure du possible, à rendre perpétuelle cette propriété, en la transformant, toutefois, au bout d'un certain nombre d'années, une fois l'auteur mort, en un droit à une redevance. Mais qui serait chargé de percevoir cette redevance ? Les ayants droit eux-mêmes ou mieux, avec leur consentement, des sociétés comme les sociétés d'auteurs qui existent et fonctionnent et qui seraient reconnues d'utilité publique.

En somme, tout auteur a droit de conserver pour lui et ses descendants cette richesse que son esprit a créée, sauf à laisser le public exercer le droit que la société a d'en jouir, moyennant une redevance payée aux héri-

tiers de l'auteur par quiconque éditera l'œuvre, une fois le droit exclusif retiré à ces héritiers. Les redevances perçues seraient destinées soit à perpétuer le paiement des droits d'auteur aux représentants les plus directs des écrivains et des artistes, soit à alimenter une caisse syndicale chargée de distribuer aux hommes de lettres ou aux artistes, des secours, des pensions, des encouragements. Au cas où le droit des héritiers serait reconnu, d'une façon absolue, l'attribution des sommes perçues sous déduction de certaines retenues leur serait faite suivant leurs droits héréditaires, réglés d'après le droit commun, au moment où serait due la redevance.

Le recouvrement de celle-ci serait poursuivi par la société mandataire et pourrait l'être, en cas d'inaction de sa part, par l'intéressé lui-même.

Dix ans après la perception, faute par les ayants droit de s'être fait connaître, les sommes perçues seraient acquises à la caisse commune ; d'autre part, en tout temps, en cas de contestations, les sommes litigieuses seraient déposées dans une caisse publique et la société mandataire définitivement déchargée, sauf son droit éventuel de les reprendre si les tribunaux ne les attribuaient à aucun autre prétendant droit.

A côté de ce système citons avec M. Mack le projet de M. Jules Clère, adopté par la Société des gens de lettres, qui aboutit au texte suivant ;

ART. 1^{er}. — Il y a lieu, après l'expiration du droit exclusif

de l'auteur et de ses héritiers ou ayants cause, d'établir le domaine public payant.

ART. 2. — Quiconque entreprendra une reproduction de l'œuvre tombée dans le domaine public, devra payer une redevance de 5 0/0 sur le prix fort indiqué pour chaque exemplaire ou de 5 0/0 sur le produit brut de l'exploitation de l'œuvre.

ART. 3. — Les redevances seront perçues par des sociétés reconnues d'utilité publique, investies du mandat légal de représenter le domaine public payant, dans les différents ordres de propriété littéraire ou artistique.

ART. 4. — Ces sociétés inscriront les redevances ainsi perçues à un compte spécial et les affecteront, conformément à leurs statuts, à des œuvres de bienfaisance ou d'encouragement et à des fondations intéressant les lettres et les arts.

Pratiquement peut-être, les deux systèmes, analogues, donneraient peu près les mêmes résultats.

Outre les avantages théoriques de ce système, on signale encore dans le domaine public payant l'avantage pratique de diminuer la concurrence du passé vis-à-vis le présent. En imposant aux éditeurs une redevance sur les ouvrages fameux tombés dans le domaine public, on les dissuade de sacrifier par intérêt commercial les auteurs contemporains. Or c'est cette concurrence des morts, que la loi de 1866 ne fait que différer, qui est le plus à redouter pour les vivants de la littérature. En favorisant les nouveaux écrivains, on supprime une inégalité. Les projets les plus récents que nous allons expliquer sont précisément le résultat d'une campagne de nos hommes de lettres, menée à l'occasion de la chute

dans le domaine public de deux grands auteurs du XIX^e siècle.

En 1907 M. Victor Marguerite, au nom de ses collègues de la Société des gens de lettres, a fait une démarche auprès du ministre pour faire cesser l'état de choses existant. Une commission extraparlamentaire a été nommée, chargée d'examiner toutes questions touchant la durée de la propriété littéraire et particulièrement la question de la concurrence que les morts font aux vivants. Le projet Ajam n'est pas loin d'être la reprise des idées du projet Mack avec des différences de détail.

Le texte du projet de loi du député Ajam avec l'exposé des motifs, est le suivant :

Messieurs,

A mesure que par application de la loi du 14 juillet 1866, les ouvrages des écrivains qui ont illustré le dernier siècle tombent dans le domaine public, les littérateurs contemporains se voient davantage accablés par la lourde concurrence de leurs prédécesseurs disparus.

Il se produit en effet ceci que, les éditeurs n'ayant plus aucune redevance à payer aux héritiers des grands écrivains, préfèrent publier les œuvres de ces derniers et refusent impitoyablement leur concours aux nouveaux venus.

La Société des gens de lettres, à la suite des cinquanteaires de Balzac et de Musset, s'est émue de la situation ainsi faite aux jeunes écrivains et elle a demandé la réforme de la loi de 1866.

La Société des auteurs dramatiques a déjà réussi à faire disparaître le mal en ce qui la concerne. Elle exige en effet

des directeurs de théâtres, qui sont tous dans l'obligation de traiter avec elle, le paiement des droits d'auteur, même sur les pièces tombées dans le domaine public. C'est ainsi que Racine, Corneille et Molière contribuent aujourd'hui à grossir l'actif de cette Société, mesure qui évite aux auteurs actuels la redoutable concurrence des morts.

Il semble que l'Etat ne devrait pas laisser aux éditeurs le bénéfice de l'héritage des écrivains dont les ouvrages constituent en quelque sorte un patrimoine national. Si la propriété littéraire, qui est d'une nature toute spéciale, ne peut pas être étendue à perpétuité au profit des héritiers du littérateur, il serait logique de ne pas la laisser éteindre au seul profit des éditeurs et de la réclamer au profit de la nation. Ce procédé, outre qu'il procurerait au budget certaines ressources, aurait pour résultat direct de protéger les publicistes contemporains contre l'avidité des éditeurs et d'encourager la production littéraire.

En conséquence, j'ai l'honneur de déposer la proposition de loi suivante :

Proposition de loi.

ART. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1908 les éditions nouvelles d'auteurs tombés dans le domaine public par application de la loi du 14 juillet 1866 sont frappées d'un droit de 10 0/0 au profit du Trésor public.

ART. 2. — Le paiement de ce droit, qui sera proportionné à la valeur de l'ouvrage broché, sera effectué par l'apposition d'un timbre mobile placé sur la couverture de chaque volume mis en vente.

ART. 3. — Ce droit sera applicable aux traductions d'auteurs étrangers placés dans les conditions de la loi sus-visée, à moins de conventions diplomatiques contraires.

ART. 4. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront frappées des peines prévues et fixées par les lois pénales concernant le timbre.

Cette proposition de loi a été renvoyée par le Parlement à la Commission de l'enseignement qui a chargé M. Th. Reinach d'en faire un rapport.

Comme M. Mack, partisan de la perpétuité du droit d'auteur, M. Ajam, adversaire résolu du nom même de « propriété littéraire », conclut à un domaine public payant perpétuel.

Son projet de loi est inséparable d'un copieux article paru en 1908 dans la *Revue politique et parlementaire*.

Ce projet contient, d'après son auteur, tout ce qu'on peut accorder aux demandes des gens de lettres qu'il résume ainsi, à la fin de son article :

1° Nous voulons la perpétuité ;

2° Nous voulons au moins 99 ans de privilège ;

3° Nous voulons que les éditeurs soient placés dans une situation analogue à celle des directeurs de théâtres, afin que nous profitions de l'héritage des morts et que nous soyons protégés contre leur concurrence.

M. Ajam veut bien admettre, par surcroît, l'idée de faire partir le cinquantenaire du jour de la publication et non du jour de la mort de l'auteur. Il ajoute que l'idée du timbre n'a été sérieusement critiquée par personne, que les éditeurs seront en partie lésés, mais il se réjouit à l'idée compensatrice du bénéfice de l'Etat. En réalité, la proposition est loin d'être nouvelle et jamais peut-être elle n'a été formulée en faveur d'intérêts moins nobles, dans le fond. Souvenons-nous d'abord qu'elle a

été autrefois expérimentée. M. Firmin Didot a relaté, à la Commission extraparlamentaire de 1861 qui a préparé la loi de 1866 qu'en 1810 le gouvernement impérial a mis un droit de 0 fr. 01 par feuille sur les éditions d'ouvrages tombés dans le domaine public. Les impressions stéréotypes de la librairie Didot montaient du prix de 0 fr. 75 à 1 franc le volume. Le droit ne tarda pas à être supprimé. Le même fait a été cité à la Commission de 1825 chargée par la Restauration de rédiger un projet de loi dans l'intérêt des lettres et des arts considérés, comme sacrifiés par la législation du premier Empire. Cette Commission de 1825, après avoir étudié très sérieusement le domaine public payant perpétuel, finit par le repousser.

Le mouvement d'idées repris par la Société des gens de lettres en 1907 avait des partisans depuis plusieurs années en Italie : le projet Ajam n'est que la reproduction quasi-littérale des vœux formulés par la Commission italienne. Ajoutons pour être complet que l'ensemble des projets de réforme récents en matière littéraire et artistique portant sur la durée du droit d'auteur et proposant des manières de percevoir une taxe dans un régime de domaine public payant, a été analysé par M. Ch. Claro dans les *Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire* (1907.1.277). Ces projets ont été classés par l'auteur selon qu'ils faisaient appel à l'Etat ou qu'ils se passaient de son intervention.

Citons les propositions de la « Société des Amis du Luxembourg ». — Le projet Ihals (timbre de garantie) *Appel à l'Etat*. — Les projets José Thery (offices de garanties) et Thaller (syndicat obligatoire) se passant de *l'intervention de l'Etat*.

Si les projets de M. Mack se dispensent de préciser encore par qui et comment seront accumulés, prélevés et utilisés les pourcentages du domaine public payant, il n'en est pas de même de la proposition Ajam.

On peut tout d'abord lui reprocher d'être une entreprise fiscale et de frapper, tout en conservant la législation actuelle dans son principe, d'un nouvel impôt sur la production littéraire.

Reproche plus grave encore, elle poursuit un but utilitaire.

Sans souscrire à l'allure véhémente de pamphlet de la réponse de MM. A. Seché et J. Bertaut à M. Ajam publiée sous le titre « Tuons les morts » ou le Roman-feuilleton contre la littérature (Librairie Grasset, Paris, 1908), il faut reconnaître que la tendance la plus fâcheuse du projet Ajam est son but utilitaire. Frapper les œuvres du génie dont la vogue dure, dont la vente est facile au profit de littérateurs de talent moins appréciable, sinon moins réel, c'est aller sous prétexte de favoriser les nouveaux espoirs de la littérature contre la littérature elle-même.

Le simple fait qu'une mesure paraît utile à une classe d'individus, ne suffit pas pour qu'on se décide à la mettre en vigueur. Il faut rechercher quel peut en être le fondement rationnel. M^r Vaunois, dans son rapport à la Société d'études législatives, a réfuté, de façon remarquable, la thèse des partisans du domaine public payant. Il nous met en garde contre les diverses dangers et écueils des arguments invoqués et en ont une simple phrase déterminant très nettement le résultat qu'il est désirable d'obtenir : « Victor Hugo, nous dit-il, est le seul auteur de son pays et, quand la propriété de ses volumes sera éteinte, le public doit en avoir la jouissance plus facile et non l'Etat les acheter même diminués. »

Mais on prétend que tous les bénéfices du domaine public actuel sont aux éditeurs : ce n'est pas très juste. En effet le cédant d'une œuvre dans le domaine public fait en général baisser le prix de vente des exemplaires. Les volumes de M^r Moret en peu de temps ont baissé de 3 fr. 50 à 1 fr. 75. Et puis, c'est alors le régime de la libre concurrence.

Les résultats que donnerait la participation d'une large part d'auteurs très nombreux. L'exemple de l'Italie (avance de 50/60) est à cet égard très éloquent.

Mais comment percevoir une redevance ? En suivant l'exemple, nous l'avons vu, de la Société des auteurs dramatiques ?

On pourrait peut-être arriver à établir avec un cer-

trôle pour le droit d'édition proprement dit, en adoptant le système de la division du travail entre les associations. Mais alors « nous rétablissons le régime d'autrefois, tyrannique, inquisitorial, avec une armée d'employés et d'inspecteurs dans les localités les plus reculées » (Vaunois).

Il y a aussi l'idée, émise récemment, de la création d'une sorte de syndicat général de la littérature, de la science et de l'art français (1).

Autre hypothèse plus simple : la perception par l'Etat comme en matière d'impôts, avec un emploi des fonds déterminé ; c'est la solution de la Commission italienne (celle aussi de M. Ajam). Mais les éditeurs, sauront protester et se défendre. C'est du public qu'il faut se préoccuper. Or, comme le dit M. Firmin Didot, la redevance de 5 0/0 se trouve au moins doublée par les charges commerciales. Par conséquent, les éditeurs ne voulant bien entendu pas vendre à perte, les acheteurs ne pourront se procurer des ouvrages du domaine public qu'à un prix majoré.

Un seul journal quotidien à un sou, tiré à 100.000 exemplaires, aurait à verser 250 francs par numéro et 91.250 francs par an ! en calculant sur une taxe de 5 0/0.

Et M. Ajam veut une redevance de 10 0/0 !

Et qui touchera l'argent ? « Aucune corporation d'utilité publique ou privée ne paraît avoir qualité pour distribuer à chacun sa part, ni pour la garder tout entière

(1) *Tuons les morts* (A. Seché et J. Bertaut). Grasset, Paris, 1908.

et en disposer à sa guise », pas même la Société des gens de lettres qui ne comprend que 1.300 membres environ sur 5.000 enregistrés par le statistique.

Ici M^e Vaunois pose une question à laquelle il répond d'une façon saisissante : « L'Etat fera-t-il un tableau d'émargements ?... Quelle complication ! Quelle comptabilité ! Que de compétitions farouches ! Que d'attributions fantaisistes ! Que d'emplois de fonds inconsidérés ! Quel éparpillement pour arriver sans doute à un résultat mesquin ! Il faudra toute une administration, et des experts et des statisticiens et des réclamations tumultueuses ! »

Et la difficulté serait la même, si on créait à la place de l'Etat un syndicat général.

En résumé le résultat cherché dans un domaine public payant ne serait pas atteint, à moins de difficultés presque insurmontables.

« A défaut d'autre chose, ajoute M^e Vaunois, aura-t-on enrayé ce que les novateurs appellent la concurrence du passé, l'étouffement des vivants par les morts ?.. Mais les lecteurs qui ont acquis le goût de la littérature forment justement une clientèle toute prête pour les auteurs vivants. Il est hasardé d'assurer que l'acheteur d'un exemplaire de Gil Blas ne songera pas à lire Lavedan ou Maurice Donnay. L'un n'exclut pas l'autre nécessairement. Aussi bien, si l'admiration des classiques détournait d'apprécier les modernes, toutes les taxes du monde n'y feraient rien. » (Rapport Vaunois.)

Parmi les points d'appui de cette démonstration serrée, selon nous décisive, il en est que nous considérons comme essentiels et qu'il convient de souligner.

Il paraît évident, à moins de parti pris ou d'aveuglement, que les éditeurs, en raison de leurs nombreux frais et surtout de la concurrence contre laquelle ils demeurent sans armes, profitent peu du domaine public gratuit. Ils ne gagnent toutefois sûrement pas ce que perdent les représentants de l'auteur.

Mais reconnaissons qu'ils peuvent avoir un certain bénéfice ; il demeure inexact de prétendre qu'ils sont les seuls. D'autres en effet, très recommandables, y trouvent leur part : ce sont les classes sociales entières qui vivent de la fabrication du livre ; ce sont les modestes compilateurs dont l'esprit chercheur et inlassable est indispensable à la bonne présentation d'une œuvre, que souvent l'on ne pourra publier en entier. Ce sont les commentateurs, les préfaciers modestes et obscurs, demi-savants, quelquefois érudits remarquables, presque tous hommes de lettres que le domaine public payant vouerait à la misère, puisque l'éditeur ne pourrait plus matériellement s'imposer le sacrifice de leur rémunération.

Et la « courageuse Petite Bibliothèque Nationale » comme la qualifie M. de Gourmont dans le *Mercure de France* ? Que deviendrait-elle, cette modeste et valeureuse publication à cinq sous, admirable vulgarisatrice, qui fut le salut pour tant de jeunes hommes

pauvres mais studieux ? Pourrait-elle continuer son œuvre si, un jour, avant même de faire paraître les ouvrages d'un de nos grands auteurs, elle se voyait réclamer une dîme considérable, pour elle, et constituant une avance écrasante devant laquelle il faudrait se soumettre ou se démettre ?

Toutefois si l'on convenait d'un droit il ne pourrait être que très faible et, par conséquence, impuissant à dissuader un libraire de rééditer un Balzac. Et alors ?

Mais serait-ce un impôt en faveur du Trésor ?

On comprend aisément que cette main-mise du fisc sur les créations intellectuelles apparaîtra toujours insupportable aux auteurs ; on peut dire que tous ont fait entendre, à cet égard, leur protestation plus ou moins indignée.

On ne peut guère concevoir, comme perception, que celle qui serait assurée par la collectivité représentée de tous les hommes de lettres et comme redevance, celle, seulement, qui serait destinée à une caisse dont bénéficieraient, sur la justification de titres exigés, les membres de cette grande famille, dont le lien de parenté serait l'Intelligence.

Et tout naturellement, on en arrive à insister sur ce point, que la « Société des gens de lettres », telle qu'elle est, ne pourrait être considérée comme qualifiée pour représenter les écrivains, pas plus qu'un groupement quelconque qui aurait le droit — et qui n'y manquerait

pas — de se constituer sur son modèle et de prétendre au même titre discutable, à une part du gâteau.

En somme, il faut remarquer qu'un système de domaine public payant, tel qu'il a été généralement proposé — avec, comme base, une redevance assez forte pour ruiner l'éditeur qui aurait la noble audace de mettre sur pied une œuvre du domaine — favoriserait surtout ceux à qui l'on doit la triviale parodie de la littérature, car ce ne sont que ceux-là qui peuvent appréhender la concurrence des grands disparus. Comme dit M^e Vaunois, « leurs soucis ne méritent pas de nous arrêter ».

Deuxième catégorie.

Lorsque l'on considère que la plupart des projets de réforme sur la durée du droit d'auteur n'apportent rien de très satisfaisant, de très simple et de très certain, l'on tend à se contenter — il le faut bien — de la législation actuelle amendée. Nous entrons dans la catégorie des projets moins ambitieux, moins généraux, moins risqués mais plus étudiés, qui ne portent que sur des questions et modifications partielles.

Le Syndicat des sociétés littéraires et artistiques pour la protection de la propriété intellectuelle a, au nom des groupements qu'il représente, soumis une pétition et un projet de loi au garde des Sceaux le 29 mai 1903, tendant à exclure le droit d'auteur de la communauté. La Commission de revision du Code civil a été saisie de la même question.

Cette réforme, nous l'avons vu, paraît s'imposer. Mais comment se fera-t-elle ? Voici le champ ouvert à la discussion. Il faut retenir des idées dominantes et essayer de les enfermer dans une formule complète et très compréhensive. On ne peut se contenter de proclamer que le droit d'auteur ne tombe pas dans la communauté. En droit commun, au cours du mariage les revenus et fruits d'un bien propre sont acquis à la communauté, mais si le bien est aliéné cette dernière n'encaisse le prix qu'à charge de récompense. Il faudrait établir que certains contrats d'édition, en raison de caractères prévus, gros de conséquences demandant à être endiguées, sont une vente de nature à entraîner récompense. Quand le cas ne serait pas douteux, il resterait encore à mettre en ligne de compte l'importance de cette aliénation. Un professeur qui vend à un éditeur un commentaire d'auteur classique tire-t-il de cette cession de son droit, consentie une fois pour toutes, une somme si considérable qu'elle ne disparaisse, sans qu'il s'en doute même beaucoup, dans les dépenses ordinaires de son ménage ? Si un tel auteur divorce, reconstituera-t-on à la liquidation de la communauté le produit de la vente employé au fur et à mesure, peut-être en denrée ou en comestibles ? Y a-t-il lieu à récompense ? Evidemment non. Ce que l'on veut, c'est que l'essence du droit reste en propre à l'auteur, non les minces profits. Il devient donc nécessaire de rechercher un moyen de preuve, un criterium sûr et facile

qui permettra de distinguer les cas où il y aura lieu à récompense. Dans la pratique, la chose ne sera pas aussi difficile qu'elle peut paraître. Généralement en effet, l'auteur touche ses droits en portions périodiques communément peu importantes : ces sommes encaissées à des intervalles réguliers, revêtent la forme d'un revenu et comme telles, ne ferait pas l'objet d'un remboursement à la charge de la communauté. Mais quelquefois, soit qu'il vende très cher et une fois pour toutes un manuscrit, soit qu'il convienne avec un éditeur d'un paiement intégral à une date unique, il pourra toucher d'un bloc, une telle somme d'argent, qu'elle présentera le caractère d'un capital, d'un propre dont la communauté sera comptable. Il faut ajouter que dans ce mode d'appréciation il est un élément qui devra toujours entrer en ligne : c'est la situation des époux.

Il reste entendu que si l'on fait du droit d'auteur un bien propre et personnel, ce n'est pas par une règle qui s'impose. La liberté des conventions matrimoniales subsiste, mais ce qui est aujourd'hui le droit commun deviendra l'exception. L'auteur devra expliquer sa volonté en ce sens. On peut supposer, du reste, que les auteurs qui tiendront à comprendre leurs droits dans la communauté seront assez rares.

Pour mettre en harmonie la loi du 14 juillet 1866 avec ses idées sur ce point, le rapport Vaunois, si souvent cité, apporte des conclusions que nous transcri-

rons ici comme type dernier de ces projets partiels, qui, sous des formes diverses, poursuivent le même but : mettre d'accord la loi de 1866 et la loi de 1891.

Projet Vaunois. — « Il suffirait de supprimer les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 1^{er}, relatifs au droit spécial du conjoint survivant, qui se trouvera, désormais, implicitement compris dans l'énumération des héritiers et successeurs visés par le 5^e alinéa. C'est ce que nous proposons de la façon suivante :

I. — L'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1866 est ainsi modifié : La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes est portée à 50 ans à partir du décès de l'auteur.

Sont abrogés les alinéas 2, 3, 4 du même article. Les droits des héritiers à réserve et des autres héritiers ou successeurs pendant cette période de cinquante ans, restent réglés conformément aux prescriptions du Code civil.

Lorsque la succession est dévolue à l'Etat, le droit exclusif s'éteint sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants.

II. — Le droit d'auteur sous les différents régimes de communauté et sauf clause contraire est un propre. La cession du droit d'auteur donne lieu à récompense. Toutefois si, eu égard à la situation des époux, la somme perçue pour cette cession peut être considérée comme un revenu, il n'y aura pas lieu à récompense.

III. — Il n'y a pas lieu de prolonger la durée actuelle du droit d'auteur.

Il n'y a pas lieu davantage d'établir une redevance quel-

conque sur l'exploitation des œuvres littéraires et artistiques après les cinquante ans garantis aux héritiers.

IV. — Il n'y a pas lieu, en l'état, d'édicter des règles spéciales sur le droit moral des auteurs, droit qui est incontestable, mais déjà protégé par la jurisprudence en vertu des principes généraux de notre droit.

Il reste à citer comme réforme partielle, l'intention que l'on prête à la commission extraparlamentaire de compter les cinquante ans garantis à l'auteur, à dater de la publication.

CHAPITRE II

CONCLUSIONS.

Toute étude de la propriété littéraire a pour terme une sorte de projet de loi idéal qui présenterait dans un ordre logique l'enchaînement des droits définis, leur groupement, leur réconciliation, en vue de donner une satisfaction à tous les intérêts en jeu.

Sur un tel sujet, n'est-il pas certain qu'il y a toujours beaucoup à dire, beaucoup à faire, peut-être beaucoup à découvrir ?

L'analyse des notions constitutives de cette matière peut procurer, au fur et à mesure de l'évolution, d'intéressantes surprises. Somme toute, nous pouvons constater que le législateur, qui a jeté les premières bases de notre législation, ne s'est guère trompé, puisque les plus graves critiques, celles qui se justifient le mieux, ne portent que sur les lois complémentaires de la loi fondamentale, puisque la sûreté et la largeur des vues premières a permis, à l'abri d'un principe solide, une toujours plus large extension du droit d'auteur.

En changeant, les conditions de la production intellectuelle, de la vie littéraire elle-même, ont obligé le législateur à modifier sans cesse son œuvre, à « polir

son ouvrage ». Actuellement déjà, il n'y a peut-être plus accord, semble-t-il, entre les dispositions de la loi de 1866 et les besoins ou intérêts de nos écrivains et artistes. Les exigences se modifient, se renouvellent et deviennent bien vite impérieuses. Souhaitons donc une réforme adéquate aux nécessités contemporaines et comme nous nous sommes interdit dès le début de tenir ou d'usurper la fonction du législateur, énonçons simplement nos vœux, relativement aux différentes situations que la loi doit protéger.

L'auteur. — La loi doit reconnaître un droit absolu à l'auteur, de son vivant, sur ses œuvres. C'est un créateur qui doit jouir, sur sa création, du droit de *propriété*. La durée du droit d'auteur doit se prolonger après sa mort pendant une période suffisante pour que l'auteur puisse passer des contrats avantageux, en garantissant un monopole d'exploitation à son éditeur.

Cette période peut être prolongée au delà de 50 ans. Il n'y a pas grand avantage pour l'auteur lui-même, mais il n'y a pas désavantage. Elle doit tendre à équivaloir à la perpétuité. Elle doit être comptée de la première publication de l'œuvre, ce qui est plus juste à l'égard du public.

Le public. — Il n'y a pas désavantage, non plus, pour le public à la prolongation de la durée du droit d'auteur ; au delà de la limite de cent à cent-cinquante ans (vie de l'auteur comprise) la société serait lésée. Mais on a beaucoup exagéré les bienfaits du domaine public

à bref délai. Le public, qui comprend les jeunes intelligences et les jeunes auteurs, serait gâté dans son goût et la concurrence des morts se ferait sentir injustement. Il n'y a pas lieu d'instituer un domaine public payant.

Les héritiers. — Les héritiers des hommes de génie profiteraient et proliferaient seuls d'une prolongation de la durée du droit d'auteur. C'est un argument très puissant.

Le droit d'auteur est un propre. Le sort du conjoint est réglé par la loi de 1891. La loi de 1886 s'est sur ce point égarée. Il faut revenir au droit commun.

(Néanmoins, ce cas spécial de succession mis à part, il convient, en vertu de notre principe même, de donner à l'auteur la possibilité de léguer son droit, propre, en maintenant l'exclusivité pendant *un délai n'attendant pas aux droits du public, de même qu'il est très juste que ce délai soit assez long pour permettre aux enfants et petits-enfants d'un auteur de bénéficier de l'exploitation de ses œuvres.*)

Les éditeurs. — Il n'est pas juste de prendre pour base l'idée spécieuse qu'ils bénéficient, sans risques et seuls, de la disparition du droit d'auteur lorsque s'ouvre la période du domaine public. Leur imposer une redevance, surtout élevée, serait mettre une entrave à des rééditions intéressantes.

Si les éditeurs, malgré la concurrence qui les guette, trouvent dans le domaine public gratuit un bénéfice, il leur servira à lancer l'œuvre d'un jeune, pour laquelle

il faut une avance longtemps improductive. Selon la parole de M. Faguet, il est nécessaire pour les jeunes auteurs que les éditeurs aient les « reins forts ».

En somme nous nous rallierons volontiers au projet de loi de M. Vaunois qui ne demande qu'à être contraint de faire les plus larges concessions ! Ce projet est inspiré, comme tous les exposés de motifs antérieurs à certaines de nos lois, par l'esprit du législateur qui, par prudence, se montre extrêmement réservé sans pouvoir cacher qu'il est, au fond, très libéral. Il ne paraît pas que jamais, en la matière qui nous occupe, le libéralisme ait été mal récompensé par les circonstances. Il est frappant de remarquer que l'on menace tous les partisans d'une loi, en faveur de la prolongation du droit d'auteur, des malheurs dont on menaçait les législateurs de 1866, malheurs imaginaires qui ne se sont pas produits.

*
* *

En résumé, lorsqu'on entreprend l'étude du droit de propriété littéraire, on est arrêté, *in limine*, par une difficulté qui consiste à rechercher si cette propriété littéraire est vraiment une propriété. Les écrivains disent oui, la raison le dit plus haut encore et la loi fait des réserves. Le législateur le plus attaché au principe est obligé de plier son texte aux exigences de la pratique et comme il arrive généralement, toute concession tend à être interprétée comme la négation même du principe. Un mot en jurisprudence prend la force d'un fait en histoire.

Cependant que la controverse se prolonge, la vie ne se ralentit pas : son accélération devient même à ce point inquiétante qu'elle entraîne des réformes longtemps différées, sinon marchandées.

Et bientôt cette première conquête de l'opinion paraît illusoire, si on ne la renforce. Ce qui était hier un progrès, ressemble d'abord à un retard, bientôt à une routine, enfin à une vieillesse insuffisante et même dangereuse qu'il faut changer.

C'est l'histoire de notre droit d'auteur. Il n'existait pas, il n'avait pas lieu d'exister sous des sociétés d'ancien régime. Il naît précisément quand l'esprit humain, prenant conscience de sa dignité, proclame tous les hommes égaux devant la loi, la morale et la vie. L'écrivain sort de la domesticité dorée ; en même temps ses besoins augmentent : il faut qu'il vive matériellement du produit de sa plume. Il devra vendre ce qu'il donnait pour s'assurer l'existence.

Parallèlement à cette émancipation de l'homme de lettres, se poursuit, plus lente, mais plus fiévreuse, l'éducation des démocraties. L'œuvre, hier amusement d'une élite, devient propriété de rapport. Le défaut même des lois protectrices les plus libérales sera de pousser un trop grand nombre d'hommes vers une carrière qui peut donner à la fois de la gloire et de l'argent.

En vain le législateur s'attarde à réglementer ce nouveau droit : il fait son chemin dans les prétoires, soutenu par l'équité du jurisprudent. Et toute nouvelle loi

ne peut plus que reconnaître que le droit des auteurs a les attributs et la qualification de propriété.

Le débat s'élève seulement sur le point de savoir si cette propriété est de droit naturel ou si elle appartient au domaine du statut conventionnel.

En fait, il importe heureusement fort peu que la question soit tranchée : le débat entre écrivains et législateurs ne vaut que pour le philosophe. Pour l'homme pratique — et la vie moderne a fait du littérateur et de l'artiste des hommes pratiques — la jurisprudence seule importe : c'est tellement vrai, en cette matière et en ce moment, que c'est à elle qu'il faut reporter l'honneur de poursuivre et de mener à bien l'évolution du droit des auteurs. Qu'est-ce en effet que ces droits moraux que consacre maintenant la Cour suprême, si ce n'est un élément hier et jadis enveloppé dans le nom d'auteur et au fond mal aperçu ! Il ne faut donc pas s'étonner que notre législation, à peine centenaire, ait besoin de quelques réformes. Il ne faut pas douter qu'elles seront réalisées dans un avenir prochain.

Elles le seront grâce à la raison qui sans cesse marche à de nouvelles conquêtes ; grâce à l'opinion publique favorable, toujours, aux développements du droit des amuseurs de génie ; enfin, grâce à la souplesse de notre jurisprudence, au concours des initiatives des diverses sociétés, qui ne se préoccupent pas seulement de constituer chez nous une législation équitable, mais

plus, une législation modèle qui puisse suivre et soutenir notre développement intellectuel dans son rayonnement à travers le monde.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. TISSIER.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le recteur, l'inspecteur d'Académie,
V. BONNARIC.

TABLE DES MATIÈRES

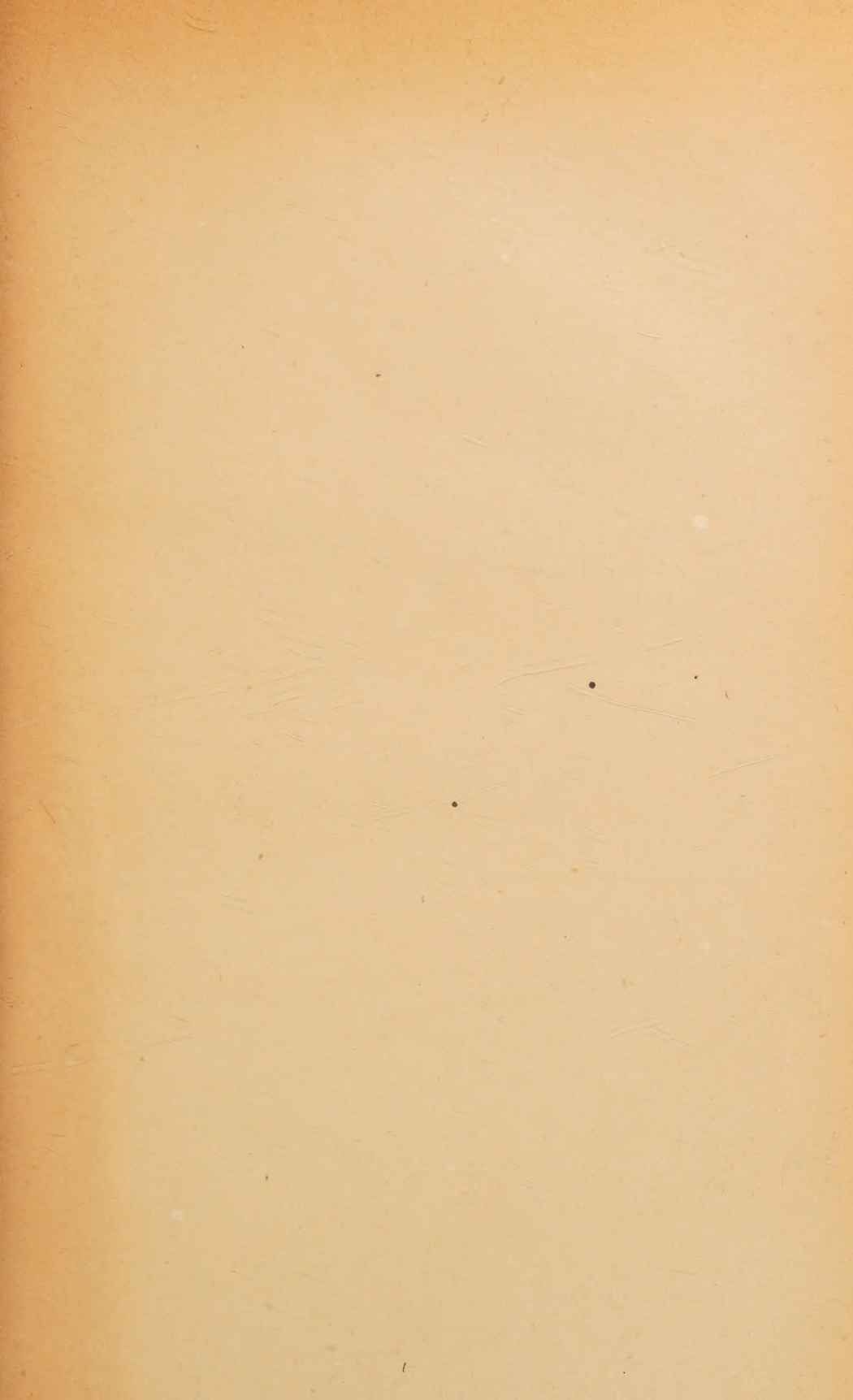
	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Historique du droit des auteurs de la loi des 19-24 juillet 1793 à la loi de 1866.	11
CHAPITRE II. — La loi du 14 juillet 1866	26
CHAPITRE III. — Critique de la loi de 1866. — Lacunes.	39

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Les projets de réforme	81
CHAPITRE II. — Conclusions	103



Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
